



ISSN 0026-9433

T 2137-585

101
GALA RADIO-LIBERTAIRE
LE 28 SEPTEMBRE 1985

le monde

Libertaire

organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 585

JEUDI 19 SEPTEMBRE 1985

8,00 F

SKF, POMPEY, RENAULT...



**LA GAUCHE
SACRIFIE**

LES TRAVAILLEURS

communiqués

• AGEN

Le groupe d'Agén tiendra un stand lors du forum des associations les 28 et 29 septembre à la Porte du Pin.

• NIMES

Les permanences du groupe libertaire du Gard reprennent le 1^{er} et le 3^e mercredi de chaque mois, de 17 h à 19 h au local du groupe, 16, rue des Orangers, Nîmes.

• PARIS

Le groupe Voline continue de tenir ses permanences tous les jeudis soir : à partir de 18 h 30 et ce jusqu'à 19 h 30 au métro Belleville (parvis à l'angle du boulevard de la Villette et de la rue de Belleville) et/ou au métro Pyrénées ; à partir de 21 h à son local, au 26, rue Piat, Paris 20^e (dans la cour, 2^e porte à gauche).

• MOULIN

Pour contacter le groupe de Moulin, écrire à l'adresse suivante : Association pour une culture libertaire, B.P. 49, 03402 Yzeure cedex.

• MOULINS

L.A.C.L. (Association pour une culture libertaire) organise, le lundi 23 septembre à 20 h 30, la projection du film de Bernard Baissat « Ecoutez May Picquerey », au château de Panloup, à Yzeure. D'autre part, ce même film sera projeté par des copains d'Aurillac, le mercredi 25 septembre, salle municipale d'Aurillac, rue Lacoste. Cette projection sera suivie d'un débat.

• DIEPPE

L'association du Temps présent vous invite, le jeudi 12 octobre, à 21 h, à la M.J.C. de Dieppe. Elle vous propose une soirée-débat sur le thème de l'armée.

• MARSEILLE

Le groupe libertaire de Marseille tient dorénavant ses permanences le samedi, de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (Métro : Réformés ou Cinq-Avenues).

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes. — **PAGE 3 :** Editorial, Amis lecteurs, Krasucki le rabateur. — **PAGE 4 :** En bref, La batellerie sur le front..., Air-Inter. — **PAGE 5 :** D.G.S.E. contre Greenpeace, Montmorillon : poubelle nucléaire, Pollution électromagnétique. — **PAGE 6 :** A propos du logement. — **PAGE 7 :** Mouvement « Stop the City ». — **PAGE 8 :** Les barbares..., Aperçu du mouvement ouvrier turc. — **PAGE 9 :** Informations internationales : procès Valpreda. — **PAGE 10 :** Crise : le roc Ford moisit. — **PAGE 11 :** Radio-Libertaire, Note de lecture, Musique, Radio-Vision, Communiqué. — **PAGE 12 :** Gauche - Droite : bonnet blanc et blanc bonnet.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amélot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amélot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

éditions

• BROCHURE

Les groupes Pierre-Besnard et Louise-Michel viennent d'éditer une brochure : « Des luttes de libération nationale... à l'anarchisme ». Au sommaire : « Par-delà le bien et le mal », J.-M. Raynaud ; « Libération nationale et émancipation sociale », J. Toublet ; « Vers la Kanakie », Jean-Michel ; « Les enjeux », R. Boisdeveix ; « En Nouvelle-Calédonie se joue un des derniers drames de la décolonisation », M. Joyeux. Cette brochure est en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris, au prix de 20 F.

• « VOLONTÉ ANARCHISTE »

« Volonté anarchiste » n°28, « La Commune de Paris » vient de paraître avec des textes de : Bernard Voyenne, Arnaud-Marc Lipiansky, Jean-Pierre Gouzy. Le numéro est vendu 20 F à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris. Abonnement 8 numéros : 150 F ; s'adresser au groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony (C.C.P. A.S.H., n°21 600 42 C, Paris).

• « LA FEUILLE »

Le groupe Paris-XV^e vient d'éditer un nouveau numéro de « La Feuille » ayant comme titre : « Racisme, fascisme : les deux faces d'un même combat ». Les personnes qui désirent se le procurer le trouveront gratuitement à leur disposition à la librairie du Monde libertaire.

• CASSETTES

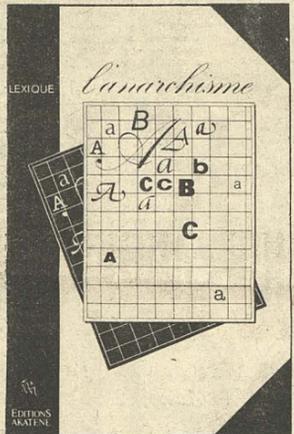
On peut toujours se procurer les cassettes des émissions de Radio-Libertaire avec le biologiste Henri Laborit. « L'Homme et la Ville » (1) ; « La Nouvelle Grille » (2) ; « Eloge de la fuite » (3) ; « Copernic n'y a pas changé grand-chose » (4) ; « La Colombe assassinée » (5). 90 minutes chacune. 60 F l'unité, 250 F la série. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris. Chèque à l'ordre de D.M.C. Frais d'envoi : prévoir 10% de la commande.

• POSTERS

Deux posters viennent d'être édités et sont en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 15 F. Le premier au format 42 x 55 (1 couleur) et le second au format 44 x 56 (2 couleurs).



• LEXIQUE



Le groupe Paris-III^e vient d'éditer une brochure sur l'anarchisme sous forme de lexique. Vous pouvez vous la procurer au prix de 25 F à la librairie du Monde libertaire.

La librairie du Monde libertaire
145, rue Amélot
75011 Paris
est ouverte
du lundi au samedi
de 10 h à 19 h 30

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : L.M.F., 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amélot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : 805.34.08

liste des permanences des groupes f.a.

PROVINCE

• AISNE

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merieux, 02000 Laon, tél. : (23) 80.17.09.

• ARDECHE

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

• CHARENTE-MARITIME

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

• CÔTES-DU-NORD

Liaison de Saint-Brieuc : permanence tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».

• DOUBS

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les mercredis de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.

• FINISTÈRE

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h à 12 h au marché de Saint-Martin.

• GARD

Groupe du Gard : permanences les premiers et troisièmes mercredis de chaque mois, de 18 h à 20 h, à l'A.G.D.I.R., 26, rue des Orangers, 30000 Nîmes.

• HAUTE-GARONNE

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

• GIRONDE

Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque jeudi, de 20 h à 21 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

• HÉRAULT

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

• ILLE-ET-VILAINE

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

• INDRE-ET-LOIRE

Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le mercredi (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

• LOIR-ET-CHER

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-La-Fontaine, appt. 57, Blois, tél. 74.26.02.

• LOIRE-ATLANTIQUE

Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffault, Nantes.

• MAINE-ET-LOIRE

Groupe d'Angers : permanences le 1^{er} et 3^e vendredi de chaque mois, de 18 h à 19 h, au C.A.D. (Centre d'animation de la Doutre), 43, place Grégoire-Bordillon, Angers.

• MANCHE

Groupe de Cherbourg : permanences tous les mardis, de 18 h 30 à 20 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

• NORD

Groupe de Lille : permanences tous les dimanches, de 10 h 30 à 13 h, à la librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesde, 59000 Lille (métro Wazemmes), tél. : (20) 57.37.06.

• PYRÉNÉES-ORIENTALES

Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les 1^{er} dimanches du mois, au Marché aux Puces de Perpignan (table de presse).

• SARTHE

Groupe « Zo-d'Axa » du Mans : permanences tous seconds et quatrièmes jeudis de chaque mois, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, rue d'Arcole, Le Mans.

• SEINE-MARITIME

Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 15 h à 17 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen.

• SOMME

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. « Germinal », c/o B.P. n°7, 80330 Longueau.

• VAR

Groupe « Région toulonnaise » : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle Jean-Rostand, rue Montébello, Toulon.

• VIENNE

Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les mercredis, de 17 h à 19 h, à la Maison du Puits-de-la Caille, 36, rue Saint-Symphorien, Poitiers.

RÉGION PARISIENNE

PARIS

Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1^{er} : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1^{er} lundi du mois. Groupe « Varlin », Paris 15^e : permanences le vendredi, de 19 h à 20 h, au métro Saint-Michel, et le mercredi, de 17 h 30 à 18 h 30, au métro Convention.

Groupe « Louise-Michel », Paris 18^e : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Groupe « Voline », Paris 20^e : permanence le jeudi à 20 h 30, au 26, rue Piat, 75020 Paris.

ABONNEZ-VOUS !

KRASUCKI LE RABATTEUR

« **A**ssez trinqué, agissons » a proclamé Henri Krasucki, dans le numéro de rentrée du « Peuple ». L'année dernière, il avait invité les travailleurs à « aller vers la grève générale ». L'hypothèse la plus rationnelle à ce sujet est que Krasu, qui n'est pas un idiot, nous prenait carrément pour des cons. Il savait fort bien qu'avec la montée du chômage et la démoralisation consécutive à quatre années de gouvernement de gauche pratiquant allégrement une politique de droite, son appel rencontrerait autant d'écho qu'un prêche au fin fond du Sahara. L'événement méritait cependant d'être remarqué car c'était bien la première fois, en 40 ans, qu'un secrétaire confédéral appelait à la grève générale (comme moyen de lutte sur le terrain économique et autrement que sous la forme des sempiternelles journées d'action des années 60-70). Et ceux qui conservent un brin de mémoire n'ont pas oublié comment chaque fois qu'un mouvement rassemblait la classe ouvrière, comme en 68, les Frachon, Séguy et autres Krasucki — ainsi d'ailleurs que leurs comparses des autres confédérations — ne trouvaient rien de plus urgent que de faire rentrer les pros au bercail en bon ordre et le plus vite possible.

KRASU SOUPLE - DUR...

Cette année, le ton a changé. Krasu se veut, paraît-il, souple et dur, comme le bon cuir. Dans les opérations à grand spectacle montées à Douai et sur les Champs-Elysées il a vu tout simplement les prémisses d'une action de masse...

En répondant, lors de son discours de rentrée, à ceux qui, de Jospin à Fabius, en passant par Bergeron et Maire, avaient manifesté une vertueuse indignation et expliqué doctement que de telles actions étaient étrangères à la tradition du mouvement ouvrier, Krasucki a eu parfaitement raison de répondre que « l'action syndicale de masse comporte un vaste éventail de formes et d'initiatives, y compris celles qui permettent d'informer, d'éclairer et de sensibiliser l'opinion ».

C'est bien vrai ça, comme disait l'autre. A cette réserve près que ce genre d'actions — et même des opérations de commandos beaucoup plus dures menées en d'autres occasions, par exemple, lors des grèves de 1947-48 — ne sont légitimes aux yeux de Krasucki et des siens que lorsqu'elles portent le label CGT-PC. Sinon, il s'agit, évidemment, de provocations gauchistes...

En réalité, les « masses » chères à Krasucki brillaient par leur absence à Douai, comme sur les Champs-Elysées, où les coups de main furent réalisés par quelques poignées de militants cégétistes, membres du Parti communiste. Selon les médias, le PC serait d'ailleurs divisé sur le problème, Marchais, Lajoignie et Leroy préconisant une lutte « dure » contre le pouvoir socialiste, tandis que Gayssot et quelques autres, au bureau politique, redouteraient un isolement du parti. Ces divergences se répercuteraient dans la CGT, où les « durs », Viannet et Warcho-lac, pousseraient quelque peu Krasu, tandis que le « métallo » Sainjon et le cadre Obadia auraient plutôt tendance à freiner.

Allez donc savoir ce qu'il y a de vrai dans ces histoires ! Quoi qu'il en soit, si divergence il y a, elle ne peut porter que sur la meilleure façon de regonfler la CGT et, par voie de consé-

vue d'affrontements décisifs, le but de cette agitation n'est-il pas de démontrer que la CGT et le PC sont les seuls défenseurs des intérêts des travailleurs, tout en faisant oublier la présence, dans le gouvernement Mauroy, pendant trois ans, de Fiterman et de trois de ses petits camarades ? C'est pourquoi, on voit aussi les élus communistes se précipiter aux portes des boîtes dès que des conflits y éclatent. Et dans les manifs les banderoles du PC font bien souvent de l'ombre aux pancartes syndicales...

Krasucki est, sans doute, tombé amoureux de la Charte d'Amiens, car il n'arrête pas, ces temps-ci, de proclamer la nécessité de l'indépendance syndicale pour défendre, a-t-il expliqué à la Mutualité, « en toutes circonstances et quel que soit le pouvoir en place, les intérêts des salariés ». Mais sa tâche n'est pas aisée quand il s'agit de relever le moral de certains militants de base se souvenant encore très bien des consignes passées dans les Fédérations pour ne rien entreprendre qui puisse gêner « ce gouvernement d'Union de la gauche, voulue par la majorité du peuple ». « Protestez mais pas trop fort, toussotez mais laissez faire... » (1) disait-on alors, en substance, au 263, rue de Paris, à Montreuil...



KRASUCKI - LE PEN : MEME NATIONALISME...

quence, de redonner des couleurs au PC et lui permettre de récupérer une partie des électeurs égarés dans la nature, ces dernières années. Plus que d'organiser une mobilisation en

Si les opérations spectaculaires montées par la CGT et le PC avaient pour but de secouer l'apathie des « masses », il semblerait que, jusqu'à présent, elles n'y ont guère réussi. Le meeting de la rentrée chez Renault n'a rassemblé qu'un milliers de personnes et le leader cégétiste Fournier s'est montré prudent, se bornant à indiquer que son syndicat « serait aux côtés des travailleurs s'ils décidaient de cesser le travail ». Néanmoins, Krasucki peut penser qu'apparaître le plus « combatif » peut payer à plus ou

prendre le train en marche.

Il ne faut pas oublier, cependant, que le rôle essentiel de Krasucki est de rabattre le gibier électoral pour Marchais. Et les thèmes choisis pour les opérations de « commandos » le prouvent. A Douai, il s'agissait non pas d'empêcher, mais de dénoncer, de manière spectaculaire, l'envoi d'une douzaine de machines en Espagne. Sur les Champs-Elysées, la CGT a voulu émouvoir le populo en exposant 75 voitures Renault fabriquées en Espagne. Ah ! ces salauds d'Espagnols qui nous volent notre pain ! (A

Editorial

Les milieux d'affaires libéraux sud-africains, ceux que l'on nomme « éclairés », viennent de démontrer une fois de plus, que dès que l'on frappe au tiroir-caisse le cours des événements se modifie sensiblement. La solution idéale pour les transnationales serait un redéploiement de l'économie sud-africaine, basé sur un consensus entre les populations noire et blanche. Le dialogue, avant tout ! Une issue négociée pacifiquement, à la « rhodésienne »... Le pouvoir économique aux Blancs, sous le contrôle politique du pouvoir noir.

L'inquiétude de ces mêmes milieux d'affaires et ceux, dont ils servent les intérêts, se nourrit du maximalisme des dirigeants afrikaners, incapables, selon eux, d'appréhender cette crise, période d'instabilité profonde, autrement que par la politique du bâton. Le comportement borné du pouvoir « pâle », nuisible au développement harmonieux de l'économie, insensible à toute tentative de négociation ou réformes sensibles, nuit certes aux groupes de pression capitalistes, mais confirme les options qui sont celles de l'A.N.C. (quoique jugée trop modérée) et de l'A.Z.A.P.O., pour lesquelles il ne peut y avoir de solution pacifique, pragmatique. La politique dite « d'engagement constructif » de l'administration Reagan et les libéraux du Parti progressiste d'Afrique du Sud qui parient sur l'élimination de l'apartheid et son remplacement par un Etat fédéral, où les Blancs auraient leur place, se trouvent dans une position délicate.

Répétons qu'il n'est aucunement possible d'aménager l'inacceptable, de réformer l'intolérable et que ce régime qui utilise la ségrégation raciale comme fondement de l'exploitation économique la plus rétrograde et la plus ignoble, doit être abattu sans ménagement. La tourmente emportera bon nombre de Blancs, sincères dans leur désir de réformes, mais il ne peut y avoir d'ambiguïté...

Le 30 septembre sera une journée internationale contre le régime d'apartheid et les diverses actions impulsées par les collectifs, organisations, individus libertaires, viseront à ébranler le « Big Business », dans ce qu'il a de plus sensible : le tiroir-caisse.

moins long terme, même si ce n'est que du cinéma. Et puis, une explosion sociale peut toujours se produire quand on l'attend le moins. La CGT pouvait alors proclamer qu'elle est à la tête du mouvement, au lieu d'avoir toujours l'air de

part ça, Krasu et les autres chanteront « l'Internationale » au prochain congrès confédéral, en présence des délégués des C.C.O.O....)

Mais quelle différence peut-on détecter entre le « Produisons français » de

AMIS LECTEURS

Comme vous avez pu le constater en découvrant le numéro précédent (M.L. N° 584), votre journal ne présentait pas ses caractéristiques graphiques habituelles et comportait un certain nombre d'erreurs. A cela, une raison : des problèmes techniques importants de photocomposition. Nous vous en tiendrons plus amplement informés dans le prochain numéro. Dès maintenant, veuillez nous en excuser.

Salutations fraternelles,
Les Administrateurs.

(1) La formule est de Krasucki lui-même. Il l'a beaucoup employé pour définir la politique actuelle du pouvoir socialiste !...

en bref... en bref...

● A l'occasion de son XX^e anniversaire, le C.I.R.A. - Marseille vient de faire paraître son Bulletin N° 23/25 intitulé : « Témoignages 1939 - 1945 ». Une cinquantaine de portraits et plus de trente reproductions de documents, pour la plupart inédits, illustrent les témoignages directs qui ont été recueillis, lesquels sont complétés par des notices sur les militants aujourd'hui disparus. Ce bulletin de 188 pages est mis en vente au prix de 50 F (plus 10 F de participation aux frais d'envoi). C.I.R.A. B.P. 40, 13382 Marseille Cédex 13. (Chèques à l'ordre de : J.-C. SEMPÈRE).

● Le C.I.R.A. de Marseille organise le samedi 28 septembre à 7 h, à son siège (5, rue des Convalescents, Marseille 13^e) une conférence sur : « Le rôle des anarchistes dans la Révolution mexicaine », avec P. Ferua (professeur à l'Université de Portland, Etats-Unis), auteur d'un ouvrage sur la révolution mexicaine.

● La Fondation Larzac et le Comité Sud-Aveyron d'information et de soutien aux droits du peuple kanak, organisent : une rencontre des membres des divers comités de soutien, le samedi 21 septembre, à partir de 15 h ; une journée de solidarité, le 22 septembre, sur le Larzac. Pour tout renseignement, téléphoner au : (65) 62-64-53 ou (65) 60-62-33. Pour ces deux jours : accueil à la Maison du Larzac (en bordure de la R.N. 9, route de Millau, Montpellier).



AIR-INTER

A l'heure où ces lignes paraîtront, 5 adhérents (dont 3 militants) du S.N.P.I.T (1) seront traduits devant le Tribunal correctionnel de Créteil (le 19 septembre 1985), pour « entrave à la libre circulation des aéronefs ». A la suite d'une interview, réalisée dans le cadre de l'émission « Chroniques syndicales », sur Radio-Libertaire, il nous a semblé important de retracer l'historique d'un conflit opposant une certaine forme de syndicalisme tant par rapport à la bureaucratie syndicale que par rapport au patronat.

LE S.N.P.I.T.... POURQUOI ?

Depuis sa création, dans les années 1968-69, et jusqu'en 1981, la section syndicale C.F.D.T. - Air-Inter n'avait jamais connu de réels problèmes par rapport à la ligne confédérale (du moins, officiellement), alors qu'étant très proche des salariés, et notamment des plus défavorisés, elle a régulièrement mené des luttes sur les salaires, le maintien du pouvoir d'achat, les conditions de travail, etc. Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, en 1981, les militants de la section, confortés en cela par leur représentativité au sein des salariés et adhérents qui n'éprouvaient pas le besoin (entre autres) de voir leur salaire et leur pouvoir d'achat amputés, se sont retrouvés en opposition par rapport aux structures cédétistes qui avançaient alors le principe des nouvelles solidarités, l'acceptation des restrictions de salaires, etc. (Phénomène qui n'est hélas pas spécifique à la section Air-Inter et auquel ont été confrontés certains militants C.F.D.T. à l'époque...).

C'est ainsi qu'en 1982-1983, le syndicat S.N.P.T.A.P. (2) a fait savoir son intention de jouer un rôle dans l'entreprise Air-Inter. A ce sujet, il faut préciser que le syndicat n'avait jusqu'alors aucune prérogative au sein de l'entreprise dans la mesure où, issu de différentes sections de compagnies aériennes, son rôle consistait surtout à négocier les accords de la profession (conventions collectives, etc.), les négociations à l'intérieur de chaque compagnie étant alors du ressort des sections concernées.

Dans le même temps, la section Air-Inter continue à syndiquer sur des revendications de base, et commence, de ce fait, à représenter un véritable danger dans le syndicat de par l'importance des mandats qu'elle obtient. Dès lors,

une seule solution pour le syndicat et la F.G.T.E. (3) : l'exclusion de ces militants devenus un peu trop « empêcheurs de collaborer en rond »... Est-il utile d'insister sur les pratiques bureaucratiques syndicales qui consistent à « s'asseoir » sur les statuts pour arriver à ses fins ? Toujours est-il que, malgré le soutien de 80 % des adhérents de la section Air-Inter se prononçant contre les exclusions (la trésorière et le secrétaire de la section), le syndicat, aidé en cela par la Fédération, maintiendra les exclusions. Un deuxième appel au respect des statuts se révélera tout aussi inefficace de la part de la section. De fait, ces mêmes statuts prévoient un recours devant un congrès (congrès qui se tiendra quelques six mois plus tard, sous la pression de différents syndicats, alertés par la campagne de sensibilisation de la section Air-Inter, et notamment de l'U.D. 94...). Il se révélera, plutôt, comme une sorte de procès au cours duquel les « inculpés » n'auront que 3 minutes pour s'exprimer et à l'issue desquelles on leur demandera de sortir pour attendre le « verdict »... Verdict, qui confirmera l'exclusion des deux militants de la section et qui va occasionner la démission de militants d'autres sections (4).

A partir de là, plusieurs solutions se présentent à la section ; entrer à la C.G.T., à F.O., abandonner le terrain syndical ou créer un syndicat indépendant. C'est, finalement, cette dernière solution qui sera adoptée en juin 1984, et qui aboutira à la création du S.N.P.I.T., au cours d'une assemblée générale.

LE PROCES

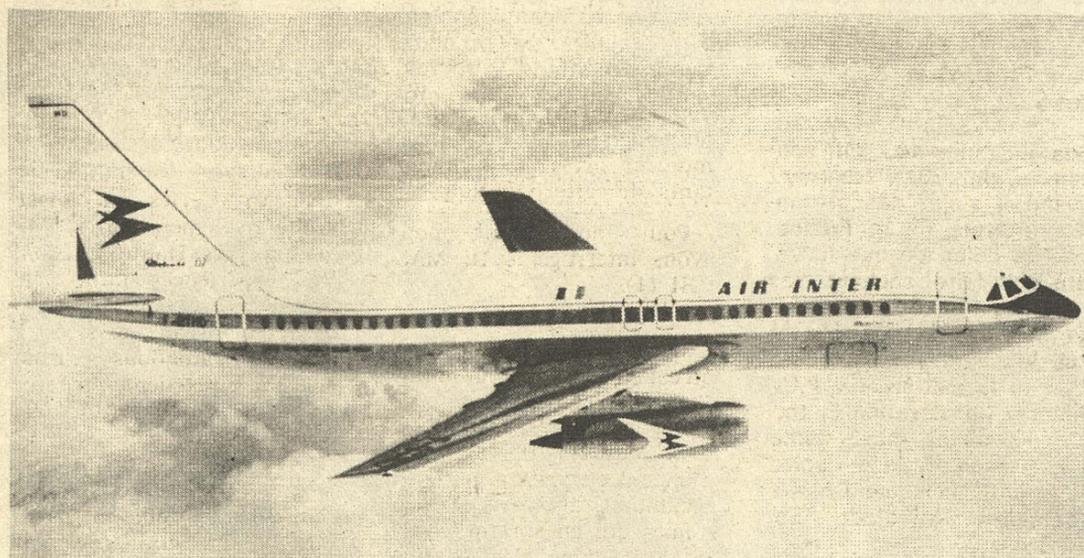
Les faits reprochés aux 5 adhérents du S.N.P.I.T. remontent à février 1983 (alors qu'ils étaient encore à la C.F.D.T.), lors des grèves très dures sur les pistes à Orly-Ouest, où pendant plusieurs jours la section C.F.D.T. avait été amenée à bloquer les avions sur les aires de stationnement, pour contrer les manœuvres de la direction, tentant de briser les grèves en utilisant des « jaunes ». Ces actions se solderont quelques jours plus tard par l'arrestation de 5 grévistes, à qui l'on opposera, deux ans plus tard, l'article L.281-1 du Code de l'Aviation civile (article prévu pour endiguer les attaques des bandes armées et de pirates de l'air, et qui fait notamment état de destruction de bâtiments sur les aéroports !!!).

De fait, le procès qui aura lieu le 19 septembre, au Tribunal correctionnel de Créteil, comporte un enjeu doublement important pour la direction d'Air-Inter (5), puisqu'indépendamment des sanctions qui seront prises contre les « inculpés », et de « casser » ainsi un syndicat indépendant un peu trop combattif, le résultat du jugement permettra surtout de faire jurisprudence pour l'avenir en empêchant, lors des grèves, les salariés de descendre sur les pistes et de toucher directement à la « productivité ».

Dans le même temps, un syndicat propose de négocier l'endroit où les salariés pourront faire grève et, notamment, ce qu'ils pourront ou ne pourront pas occuper... (Il s'agit... de la C.F.D.T. !!!). Affaire à suivre.

Liliane

- (1) S.N.P.I.T. : Syndicat national du personnel d'Air-Inter.
 (2) S.N.P.T.A.P. : Syndicat national parisien des transports aériens privés ; syndicat à la botte de la Fédération, elle-même bien dans la ligne confédérale.
 (3) F.G.T.E. : Fédération générale des transports et de l'équipe (cf. note 2).
 (4) Le syndicat est d'ailleurs, à l'heure actuelle, dissout.
 (5) M. EELSEN, socialiste, nommé entre-temps par le gouvernement.



LA BATELLERIE SUR LE FRONT DES LUTTES

« **L**a flexibilité est l'arme ultime contre le chômage. Toutes les autres solutions ont plus ou moins échoué », a déclaré, dernièrement, Yvon Gattaz, dans une interview au « Dauphiné Libéré ». Plus loin, il précise qu'il pense « que les membres du gouvernement pris individuellement, estiment que la flexibilité est un progrès, qu'elle permettrait de créer des emplois nouveaux. Hélas, ils sont tétanisés par la peur de méconter tel ou tel syndicat. Conséquence : de nombreux accords de flexibilité actuellement signés dans les entreprises dérogent à la loi et les pouvoirs publics ferment pudiquement les yeux... ».

Si l'on considère que, actuellement, les luttes des travailleurs sont principalement contre les restructurations dues à la modernisation, le syndicalisme actuel est-il le meilleur moyen de lutte ? Entendons-nous bien, nous ne parlons pas des sections d'entreprises ou des militants de base, mais des directions syndicales. En effet, après avoir rendu, grâce au gouvernement de la gauche, et imposé de fait cette vision des choses à leurs militants, peuvent-ils relancer durablement la mécanique élémentaire du syndicalisme défenseur des intérêts des travailleurs.

Et la CGT peut toujours dénoncer la CFDT qui rend

visite à Chirac (on l'accuse bien, elle, d'avoir des contacts avec Barre...), ce n'est pas cela qui va éclaircir le tableau de l'imbroglio politico-syndical...

Dans ces conditions, la récente grève des bateliers est, somme toute, exemplaire. Malgré le morcellement de la profession (1), ils ont su imposer le mot d'ordre : « Plus rien ne passe » : tous les trains de marchandises, en destination ou en provenance de Rouen, étaient bloqués. Cela, afin d'isoler le plus grand port céréalier de France.

Au centre du mouvement revendicatif des bateliers :

le maintien de leur profession concurrencée par le rail et la route. Comme le précise Achille Delessalle, un des responsables du mouvement : « On veut faire disparaître une profession qui n'est pas subventionnée ».

Jeudi dernier, une réunion a eu lieu entre SNCF, les trois organisations du transport routier, les représentants de divers ministères et les bateliers (2). Aucun accord, sur un « code de bonne conduite », n'ayant été trouvé, les blocages de trains vont continuer.

Les conditions de lutte des bateliers ne sont pas comparables à celles, traditionnelles,

des syndicats. L'individualisme de l'artisan semblerait l'écartier des actions collectives.

Un communiqué commun a même été signé entre les bateliers de Rouen, les cheminots et dockers CGT. C'est peut-être un peu mince, mais en cette rentrée où, quand on entend parler de grève, on cherche de suite le doigt qui aurait appuyé sur le bouton...

A. Pierre

(1) Les bateliers sont près de 2500, mais sont représentés par 17 syndicats autonomes.

(2) Une Chambre nationale de la batellerie artisanale, créée il y a moins d'un mois, était entre autre présente.

MONTMORILLON POUBELLE NUCLÉAIRE DE L'EUROPE

Petite sous-préfecture de la Vienne (7400 habitants) à 50 km de Poitiers, dont la principale activité est l'élevage du mouton, Montmorillon est touchée directement par la crise. La seule entreprise importante, l'usine Ranger (meubles de cuisine) a déjà licencié la moitié du personnel et est sur le point de péricliter. Dans cette région pauvre (sous-prolétariat agricole et petits propriétaires terriens), la population n'a jamais mené une quelconque lutte sociale.

Pourtant, la région va bientôt être à la pointe du progrès. En effet, on y recherche de l'uranium et Montmorillon ne se trouve qu'à 19 km de la future centrale nucléaire de Civaux dont les travaux doivent débuter en octobre prochain. Mais, la toute dernière nouveauté, c'est un projet d'implantation d'un centre de stockage de déchets radioactifs. L'ANDRA (*) a déjà installé ses bureaux dans la ville et prospecte dans la région. Dans les communes concer-

nées, des comités s'opposant à la poubelle nucléaire se sont créés et essaient de faire accepter l'idée d'un référendum aux élus.

Les raisons de cette concentration d'activités « nucléaires » sont évidentes : l'Etat préfère choisir des régions pauvres, qui se désertifient, où la population a peu de chances de se révolter. Pourtant, si on écoute l'ANDRA, les raisons sont bien différentes : on ne désire que le bien de la région. Ses propositions se veulent très alléchantes, trop même (financement de trois milliards de centimes, créations d'emplois...), ce qui laisse donc supposer des risques certains. Des personnes favorables au projet sont allées jusqu'à dire qu'une telle concentration d'installations nucléaires pouvait être bénéfique pour... le tourisme !

Les dangers sont pourtant grands, surtout en ce qui concerne le centre de stockage de déchets radioactifs. Outre les dangers de pollu-

tion et donc de contamination pour le bétail et pour la population (cf. La Hague) et les nuisances telles que : destruction de sites, création de nouvelles routes, chantiers gigantesques, expropriations, ou simplement un trafic de camions considérable (un camion tout les quarts d'heure au début), une poubelle nucléaire représente un grand danger économique et politique. Cela risque d'avoir un effet négatif sur la vente des produits régionaux (a-t-il bon goût l'agneau nucléaire ?) et, n'en déplaise à certains, sur le tourisme ! L'argument de la création d'emplois ne tient pas debout non plus. On créera peu d'emplois et pour la plupart, ils seront réservés à des cadres spécialisés, extérieurs à la région. Et, si l'on en croit le maire de Greville-Hague, le chômage a doublé en dix ans dans son canton. Si on voulait tuer économiquement le Montmorillonnais, on ne s'y prendrait pas autrement. Sur le plan politique, un des principaux dangers c'est que la population n'est jamais te-

nue au courant, par exemple du contenu réel des fûts, et que cette population est souvent trompée (cf. encore une fois La Hague). Enfin, il ne faut pas oublier que dans ces cas-là, la présence militaire et policière est accrue. On prévoit déjà à Montmorillon la construction d'une deuxième caserne de gendarmerie.

Les opposants à la poubelle nucléaire doivent agir au plus vite, même si le gouvernement hésite encore sur le choix définitif du département : Aube, Indre ou Vienne. En effet, une fois la décision prise, on ne peut plus rien faire. Les enquêtes

d'utilité publique sont de la poudre aux yeux ; l'ANDRA n'en tient pas compte. Les opposants veulent donc demander aux élus l'organisation d'un référendum et ce avant décembre, date probable de la prise de décision définitive. Cela risque d'être difficile, surtout lorsqu'on sait que l'ANDRA a promis trois milliards de centimes à la municipalité qui sera choisie... Affaire à suivre !

Jacques
Gr. Berkman,

(*) ANDRA : Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.

POLLUTION ÉLECTROMAGNÉTIQUE

BEAUCOUP de personnes ont entendu parler de la pollution électrique ou électromagnétique, mais connaissent-elles toutes les implications de ces phénomènes sur la santé et la vie des êtres vivants ? Des travaux de recherches viennent d'être effectués, aussi bien par les universités américaines que par les instituts russes ou hollandais et cela pour démontrer les risques importants de cette pollution.

Pour notre part nous avons interrogé le Dr MASCHI (1).

Monde libertaire : Docteur, qu'est-ce que la pollution électromagnétique ?

D. Maschi : Il s'agit soit d'une électrocution nette et brutale et rares sont les personnes qui en sortent vivantes, soit d'une électrocution lente mais tout aussi dangereuse à terme. Vous avez déjà senti, à l'approche d'un orage, un énervement, une oppression subite. C'est que notre corps est un émetteur-récepteur électromagnétique, de ce fait il est très sensible aux variations des ondes.

M.L. : Quelles sont d'après vous les sources de cette pollution ?

Dr M. : Il y en a plusieurs, électricité biométéorologique, électricité statique, et surtout électricité d'origine artificielle produite en quantité croissante et désordonnée par les systèmes de navigation (radars), de recherche (astronomie), de télécommunication (téléphone, radio) et de matériels tels que fours à micro-ondes ou bien encore les accélérateurs de particules...

M.L. : Une enquête est en cours pour un projet de lignes à Très Haute Tension allant de Trans à Carnos, près de Nice. Il y a quelques années, un groupe d'écologistes s'était rendu sur une ligne de cette sorte existant près d'Antibes, tubes de néon en main, et ces derniers s'étaient allumés : démonstration de l'existence d'ondes électriques tout autour de ces lignes. Qu'en pensez-vous ?

Dr M. : Certes un danger existe réellement sous les lignes à Très Haute Tension. Des expériences faites sur des animaux ont démontré que des oiseaux exposés à certaines radiations s'écroulaient et restaient prostrés jusqu'à ce que les émissions cessent. Actuellement EDF refuse de reconnaître ces dangers — même par des radiations de faible intensité. Par ailleurs aux U.S.A., les doses permises ont été ramenées de 100 microwatts au cm² à 10 microwatts par cm².

M.L. : En U.R.S.S. il est interdit de travailler plus de 2 heures sous de telles lignes, à cause des atteintes neurologiques...

D. M. : ... Selon moi, une pollution très nocive et dont les gens ne se méfient pas assez, est celle due à l'électricité statique responsable de mille maux : ces radiations s'attaquent à la myéline, une substance qui entraîne et protège le nerf. Cela provoque des maladies dont la sclérose en plaques, et des atteintes cardiaques.

Nous en reparlerons lors d'un prochain entretien.

Propos recueillis
par le Gr. de Nice

(1) Docteur Maschi, auteur de « Secours par mes malades ».

D.G.S.E. CONTRE GREENPEACE

Nous étions habitués à des romans d'espionnage mettant en opposition la CIA et le KGB, les James Bond et les espions qui venaient du froid. Cet été, le scénario a changé, ce sont les services secrets français qui tenaient les premières pages des journaux, pour s'être infiltrés et affrontés à l'association Greenpeace, une organisation écologique « très dangereuse », qui avait pour mission de saboter le moral des troupes françaises dans le Pacifique sud.

Ce scénario est connu de tout le monde et il a été publié en feuilleton dans la presse du monde entier. Le déroulement aurait pu nous faire sourire, mais ce sont là des choses qui doivent être prises très au sérieux. Il ne s'agit pas ici de retracer l'histoire, de commenter les enquêtes ou les rapports, mais de tirer des leçons de ce qui s'est passé.

Vu l'ensemble des informations sur l'affaire (l'« Ouvea », le couple Turange...) il semble bien que le gouvernement français ait envoyé un commando pour couler le bateau de Greenpeace, même si l'attentat a fait de la pub aux écologistes et qu'il leur a servi à resserrer les boulons entre eux, alors que des conflits, des scissions, dans Green-

peace - France, par exemple, se faisaient ressentir.

La première leçon à tirer, c'est que le mauvais coup est arrivé justement pendant les vacances, et nous savons que dans cette période rares sont les mobilisations pour contrer de tels agissements, pour protester contre de tels actes de « censures violentes ».

La deuxième leçon c'est que le « Rainbow-Warrior » a été coulé alors qu'il devait se rendre en Polynésie pour protester contre les essais nucléaires et étudier leurs conséquences sur les populations voisines. L'Etat a employé le terrorisme (avec mort d'homme) pour



faire taire ceux qui le gênent. Dès que des individus deviennent trop dangereux pour la raison d'Etat, le terrorisme d'Etat est une bonne manière de les faire disparaître.

La droite, même si elle a demandé la démission du

Premier ministre, est solidaire du gouvernement quand il s'agit des prétendus intérêts de la France. Le P.S. demande que la vérité soit faite, sachant très bien qu'au nom de la raison d'Etat tout est possible et que le silence est la règle d'or en la matière. Le P.C., quant à lui, dénonce le terrorisme d'Etat, mais même s'il a raison, il est dérisoire de le dénoncer quand on l'a soutenu de Kronstadt à Solidarnosc.

Pour les anarchistes, l'affaire Greenpeace confirme l'idée que la liberté des individus s'arrêtent là où commencent les intérêts de l'Etat. S'il est des « terroristes » d'Action directe, de l'ETA... qui sont en prison, il est peu probable que les hommes d'Etat, responsables de l'attentat, aillent les rejoindre dans leurs cellules. C'est ce qu'on appelle naître libres et égaux.

Nous pouvons donc constater une fois de plus que la droite et la gauche n'ont que faire de la liberté des individus, et que tous les moyens leur sont bons pour garder leurs privilèges et intérêts. Pour que de tels actes de censure et de répression disparaissent à jamais, il nous faut abolir ce qui les engendre, c'est-à-dire l'Etat.

Laurent

A PROPOS DU LOGEMENT

Il y a les « privilégiés ». Ceux qui ont un appartement H.L.M. (municipal, c'est ce qu'il y a de moins cher). Et les moyens de le payer, bien sûr. Deux salaires, ou un et les « alloc », quelquefois en plus les petits revenus de Madame qui garde des enfants à la journée.

Les enfants grandissent, partent et se logent ailleurs. Quand on a pu accéder à la propriété (souvent une petite maison à la campagne pour la retraite), on quitte l'H.L.M. et ça libère un appartement. Petite goutte d'offre dans la marée de demandes, n'empêche que la famille qui attend depuis six ans, elle, est drôlement contente de s'installer dans le spacieux espace.

Les « privilégiés »

La seconde catégorie de « privilégiés », elle, n'a rien acquis du tout, et reste dans les lieux. Merde ! on a toujours payé régulièrement, pas d'emmerdements avec l'Office, et puis on va pas aller payer 2.500 F un logement « en libre » F2 alors qu'on a un quatre pièces — enfin ses aises — pour 1.500 F ! Faudrait être con, et on ne l'est pas.

C'est là que ça « se corse », la révolte grande du côté des mal logés. Voir des pas ou plus logés du tout comme les jeunes couples devant rester chez les parents faute de logement accessible financièrement ou les sans domicile fixe (SDF) qui pieuvent chez les copains, puis dans les caves des cités de banlieue lorsque les autres solutions sont arrivées à épuisement. En plus, s'imaginent souvent qu'on a le pouvoir.

Vous parlez vaste rigolade ! Le seul pouvoir qu'on ait, quand on est un peu allés « aux écoles », c'est de pouvoir à peu près rédiger lettres et rap-

ports pour « justifier de l'intérêt » du relogement des braves gens. Déjà, en soi, justifier l'accès à un besoin de première nécessité, ça me gêne, ou plutôt me gênait, car j'ai cessé depuis un bon bout de temps de poser trop de questions : ça emmerde tout le monde, a commencer par moi. Alors je fais ce qu'il faut faire : de la prose « justifico-éducative » écrite et verbale, et, Mon Dieu, ça marche pas trop mal.

Pas toujours, forcément, mais des fois : « c'est toujours ça de pris ! » comme disent mes clients. Oh, il ne faut pas lésiner sur la pommade : famille qui ne demande qu'à accéder à la dignité, qui paiera consciencieusement son loyer... Bien sûr, on n'est pas toujours parfaitement convaincus par ses propres écrits, noir sur blanc, coincés entre de respectueux M. le maire. Mais enfin... il y en a qui paieront et puis, pour les autres, on verra plus tard.

Tout se sait dans les cités. Quand un logement se libère, la Kyrielle de vos « clients » vous saute sur le « rable ». D'autant plus s'ils viennent de se faire envoyer sur les roses par l'Office. « Mais enfin, monsieur, vous êtes déjà venu la semaine dernière. M. le maire fait ce qu'il peut, mais vous savez qu'il y a six ans d'attente sur notre commune et vous n'avez déposé votre dossier que depuis deux ans. Au revoir, monsieur ». Deux ans seulement, quel emmerdeur celui-là, je vous jure !

Vociférations...

Heureusement que la société a inventé les travailleurs sociaux pour canaliser un peu les emmerdeurs. Pour écouter. Ah, l'écoute ! très important ça, l'écoute ! Alors dans le tout petit bureau implanté en pleine cité, les

gens du quart monde peuvent venir gueuler à plein poumon contre le petit peuple un peu mieux nanti que lui.

Je les entends rarement vociférer contre les riches, dont ils parleraient plutôt comme d'une peuplade lointaine ; non, c'est la rage contre la petite gratte-papier de l'Office, qui leur répond négligemment en triturant le cube avec son môme sur toutes les facettes. Contre ces « salauds d'arabes-je-ne-sais-pas-comment-ils-se-démèrrent » qui ont tout de suite été installés dans le nouvel immeuble. (Allez expliquer le coup du 1% patronal à un enragé que ça ne calmerait pas !). Contre ces salauds de retraités, pourtant j'ai rien contre les vieux, mais tout de même qui se vautrent à deux et leur chat dans un quatre pièces. Contre ce « soulard » de voisin qu'a eu « plein » de secours de la DDASS et qui est parti en vacances avec au lieu de payer le loyer. Contre les pistonnés de la mairie qui ont des logements tout de suite. Et puis, attention, pas dans les cités, des H.L.M. nouvelle vague, pas hauts, même qu'ils sont jolis ; tout ça en plein centre ville, du côté où « ils » ont fait des rues piétonnières. « Remarquez, on n'en demande pas tant, mais c'est pour dire ».

M. L. était logé dans un F6 géré par un organisme « social » non communal. Depuis trois ans, il demandait un logement plus petit, accessible à ses ressources. Maçon rituel, il avait « débuté » avec sa femme et ses deux premiers enfants dans une pièce humide à Boulogne-Billancourt. Puis la famille s'agrandissant à grande allure, des bonnes sœurs avaient fini par lui faire attribuer le dit logement dont la superficie était tout à fait justifiée par le nombre des occupants (sept enfants). Départ rapide des aînés, diminution

des prestations familiales, décès de l'épouse quelques mois après... Rien, aucun échange possible, répond l'organisme logeur. N'a qu'à résorber la dette de loyer, après quoi on pourra envisager de lui attribuer un trois pièces !

Je voudrais les voir, eux, résorber une dette de loyer dans ces conditions : Salaire : le SMIC, veuf, deux enfants à charge, loyer 2.700 F. Fallait choisir : bouffer ou payer le loyer. Alors M. L. faisait un peu, une fois sur deux. Quand il ne payait pas, il parvenait à boucler le mois, dans le cas contraire, je rédigeais des secours à tour de bras. Seulement les secours, la vache à lait, ça ne dure pas *ad eternam*. Résultat : 30.000 F de dettes et l'huissier au cul !

Paperasse

On est là, dans sa cuisine « dégradée », comme il a dit le monsieur inspecteur de l'administration logeuse. (Oui, il s'est pointé quand même à force de nous entendre). M. L., il me parle cuisine italienne, comment qu'il faut faire, que c'est du boulot, d'accord, mais que ça vaut le coup tellement que c'est bon, pendant qu'on déballe les colis alimentaires de la mairie. Y a des trucs là-dedans qu'il a jamais achetés, de la floraline Rivoire et Carret, par exemple. Et je suis là comme une andouille, à lui en expliquer la cuisson, alors qu'il est bourré de savoir-faire, question cuisine.

Et puis la panique le reprend : il est là, devant moi, la trouille lui remonte dans les yeux et les mains. Faut dire que la société qui gère les tours du quartier, elle ne se contente pas de mettre l'affaire en justice. Elle veut elle-même punir les mauvais payeurs ; alors, au printemps, dès l'approche de la date fatidique où les expulsions sont autorisées, elle envoie un de ses représentants afficher les noms des familles concernées.

Papier à en-tête, bien en vue, à côté de la porte de l'ascenseur, proprement rédigé et placé à un endroit stratégique : ce serait tellement dommage que toute le monde ne puisse en profiter ! Remarquez, y aura peut être moins de tirets sur la liste, maintenant qu'ils ont décidé de ne signer de contrats de locations qu'avec des Français « de métropole ».

En attendant, nous, on se rue sur le dossier d'aide judiciaire : je remplis, il signe, on envoie à toute pompe. Je lui lis la lettre que j'ai écrite au juge, ça se fait, et explique que les magistrats savent être compréhensifs devant des situations de cet ordre, et qu'on obtiendra des tous petits remboursements échelonnés sur une longue période.

N'empêche que M. L., il s'y voit mal au tribunal, avec ce Bon Dieu de chiffre goulu qui grossit, grossit à chaque nouveau courrier tant qu'il bouffe de petits faux-frais administratifs. Ma lettre, il la trouve bien. Je lui dis que « si c'est pas ça qu'il veut, que je dise, on la refait, il n'y en a pas pour longtemps ; mais non, vraiment c'est bien, il en est sûr. « D'abord c'est la vérité, et puis à un juge, attention, hein ! il faut écrire comme il faut ».

Hélène



MOUVEMENT

« STOP THE CITY »

L'idée de « Stop the city » (immobilisez la cité) est partie du mouvement anti-nucléaire. Pendant un moment, ce mouvement a concentré son action autour des bases nucléaires sous forme d'actions directes telles que le découpage des grillages, blocage des grilles, sit-in, etc. Beaucoup de gens venaient de Londres et d'autres villes pour participer à ces actions qui se déroulaient donc à la campagne. Mais c'était là une activité occasionnelle, loin de leur lieu de travail et d'habitation.

Beaucoup voulaient pouvoir faire quelque chose là où ils vivaient habituellement. C'est comme ça qu'a été formulée l'idée d'une action menée en ville comme complément aux actions anti-nucléaires dans les zones rurales.

C'est ainsi qu'ont été mis en relief les liens existant entre les banques, les compagnies d'assurance et les sociétés d'armement et tous les autres aspects de la machine militaire.

DEMONSTRATION CONTRE LA GUERRE

Un petit groupe d'anarchistes, associé au groupe londonien de Greenpeace, a conçu l'idée d'une manifestation de protestation dans le centre commercial de Londres, la Cité, où se trouvent les sièges des banques. Mais il ne voulait pas faire une simple manifestation. Il voulait que soient organisées des actions précises contre les banques, les sociétés d'assurance et contre toute société liée au commerce des armes.

Une information a été passée dans la presse libertaire, par des tracts lors de manifestations, ou devant les bases militaires, etc.

La date choisie était le 27 septembre. Le but : bloquer les banques ce jour-là. La date n'était pas choisie au hasard. En effet, tous les six mois, les banques calculent leurs profits, font leurs bilans et d'énormes sommes sont transférées de banques à banque, ainsi que des informations. Ce jour précis était donc important.

Des réunions de préparation ont été organisées, avec des délégués de différents groupes, afin de discuter en détail des objectifs et de la tactique. A ces réunions, il n'y avait pas que des anarchistes mais beaucoup de sympathisants et de militants de groupes antinucléaires.

L'action centrale de cette journée du 27 septembre était un carnaval. Autour de ce carnaval beaucoup d'initiatives étaient prévues mais il n'y avait pas de plan centralisé. Le groupe coordinateur avait organisé une crèche, des activités pour les enfants ; il y avait aussi des rendez-vous d'information, une assistance légale en cas d'arrestation, etc.

De plus, un groupe de travail a été créé pour établir les différents liens qui existent entre les fabricants d'armes, les banques, et toutes les sociétés liées à la fabrication et à la vente des armes. Ce groupe de travail a publié des documents qui ont été distribués à tout le monde de façon à ce que les groupes décentralisés puissent choisir leurs propres objectifs. Ça diminuait ainsi considérablement la possibilité de fuites.

LE RESEAU DE COORDINATION

Le réseau de coordination était important. Le mouvement anarchiste, en dehors de Londres, y était évidemment impliqué. Beaucoup de groupes étaient intéressés à l'idée de mener une action commune. Ainsi, de nombreux bus de manifestants sont arrivés de Bristol, par exemple. Un groupe de propagande a été constitué pour diffuser l'information sur l'initiative. Mais avant la manifestation, personne ne savait combien d'individus viendraient. Un autre groupe de travail avait été constitué afin de mettre au point la tac-

tique d'action directe. Avant la manifestation, il y a eu des réunions d'information, pour faire connaître aux manifestants leurs droits, pour distribuer des cartes avec les points de rassemblement et d'information, les permanences juridiques, et aussi les différentes sociétés visées. Les principaux objectifs étaient évidemment la Banque d'Angleterre et la bourse des valeurs, mais il y en avait aussi beaucoup d'autres.

« STOP THE CITY »

La participation a dépassé tout ce qu'on pouvait espérer et la police n'avait absolument pas prévu cela. Le fait qu'il n'y avait pas de plan centralisé déroutait complètement la police, car cela rendait impossible de savoir ce qu'il allait se passer. Quelques activités fixes avaient, bien sûr, été prévues, mais il y avait des périodes pendant lesquelles il ne se passait rien. Pendant ces périodes creuses, des petits groupes de manifestants disparaissaient et réapparaissaient plus loin en occupant une banque ou bloquant la circulation un kilomètre plus loin. La veille de la manifestation, des groupes avaient parcouru la ville pour coincer les serrures d'un certain nombre de bâtiments ou pour bloquer les grilles. Le matin, à l'heure de l'ouverture, des cyclistes se balladaient à vitesse réduite et les embouteillages s'accumulaient. Ou alors des bus tombaient mystérieusement en panne. Quand le gros des manifestants est arrivé, vers 10 - 11 heures, il y avait déjà une pagaille monstre et la police ne pouvait pas circuler. Le temps qu'ils arrivent à un endroit où un groupe de manifestants était signalé, ces derniers n'étaient plus là.

Environ 1500 personnes sont venues à cette manifestation, mais il y a eu beaucoup d'arrestations. Dans la mesure où la police était débordée ils arrêtaient tout le monde et n'importe qui, en particulier ceux qui avaient des appareils photo. La répression a été extrêmement violente, en particulier pour ceux qui se faisaient attraper dans les petites rues en dehors des grandes artères, c'est-à-dire hors de vue des touristes et de la population.

Le mouvement anarchiste avait un point de rassemblement central en face de la Banque d'Angleterre, sur une esplanade où se déroulait le



carnaval. Il y avait un grand dragon de papier à la manière chinoise. La police a chargé le dragon et l'a rageusement mis en pièces. Les policiers ne savaient plus où donner de la tête. A un moment, il y avait 500 personnes à un endroit, le moment d'après ils n'y étaient plus.

Le succès de cette première manifestation a encouragé l'organisation d'une seconde manifestation six mois plus tard. Cette fois, le champ de mobilisation a été étendu en y incluant le rôle des banques dans l'exploitation du tiers-monde et dans l'exploitation des travailleurs, en général. Beaucoup de gens se sont joints à l'initiative, en

dehors des groupes qui y avaient participé la première fois ; ont été contactés des organisations de chômeurs, des groupes de femmes, etc. Ces organisations se sont jointes à la manifestation avec leurs propres revendications.

Cette fois-là, il y a eu plus de 4000 personnes. Tout le monde a été surpris. La police, comme la première fois, a été débordée. Elle a essayé de contenir les manifestants dans une zone, mais sans succès. Parmi les thèmes de la manif il y avait également la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud.

L'activité centrale de la manifestation était encore une fois un carnaval. Quelqu'un avait même écrit une chanson et des feuilles étaient distribuées avec les paroles. Là encore, il y a eu de nombreuses arrestations. Concernant ces arrestations, il y a un problème typiquement britannique : lorsqu'un manifestant est arrêté par deux ou trois policiers, même s'il y a autour deux ou trois cents manifestants, personne n'intervient. Il ne serait même pas nécessaire de se montrer violent d'ailleurs, seulement un peu persuasif... Mais les gens sont trop passifs et trop habitués à accepter.

BLOQUONS LA « CITE », 3 ET 4

La troisième manifestation a été, à mon avis, l'occasion d'une grosse erreur tactique. Pour maintenir la pression sur l'« establishment » capitaliste, une troisième manif a été décidée. Malheureusement, les délais d'organisation étaient trop courts. En plus, cela tombait sur un jour ordinaire, c'est-à-dire qu'il n'y avait pas de transfert de fonds. A cause de ce délai trop court et du manque de préparation, il n'a eu que 600 à 1000 manifestants.

Mais, cette fois-ci, la police a employé une tactique nouvelle. Ils ont littéralement truffé la « Cité » de policiers, il y avait presque autant de flics que de manifestants. En plus, ils étaient sur place avant que les manifestants n'occupent les différents points stratégiques. Les bouches de métro et les gares étaient investies, et tous ceux qui avaient l'air de manifestants ou qui arrivaient en groupes étaient invités à faire demi-tour. Beaucoup étaient tout simplement arrêtés. Il y a eu environ 450 personnes arrêtées.

Aucune information ne circulait, ceux qui avaient réussi à échapper à l'encerclement de la police ne savaient pas ce qui était arrivé aux autres. Lorsque la manif s'est dissoute, il y avait plein de petits groupes isolés qui erraient dans Londres.

Une autre manifestation a encore été organisée après celle-là, mais sans tenir compte des leçons passées. Elle a été un échec. Les flics avaient l'initiative de l'action. Cette quatrième manif était plus importante que la précédente, aussi la proportion de gens arrêtés a-t-elle été moins grande.

Cette fois-ci, un système de messagers a été organisé pour informer les petits groupes d'action, ce qui a permis de faire échec aux mouvements de la police. Mais l'action s'est passée en dehors du centre de Londres. Cela n'a donc été qu'un succès mineur.

C'est alors qu'on a essayé d'analyser les raisons de l'échec. Maintenant que nous savons comment la police réagit, on peut essayer de déterminer de nouvelles modalités d'action, mais ce sera plus difficile. Il y a cependant une chose très positive qui est ressortie de ces manifestations : des groupes de militants, en dehors de Londres, ont pris l'initiative d'organiser ce même type de manifestations dans des villes de province, telles que Bristol, Manchester, Nottingham, Edinburg. Mais on peut aussi ajouter que cela a surtout été l'occasion de resserrer les liens au sein même du mouvement libertaire britannique.

Raoul Boullard.

APERÇU DU MOUVEMENT OUVRIER TURC

L'HISTOIRE du mouvement ouvrier turc est jalonné de répression, de coups d'Etat militaire et de luttes acharnées pour l'obtention des droits les plus élémentaires.

Empire Ottoman : Les premiers sursauts

Les premiers mouvements sociaux sont apparus dans les années 1870-1880. C'étaient alors des revendications purement défensives, de l'ordre du non paiement de salaires. Le peu d'organisations ouvrières travaillaient dans la clandestinité. La première association fut créée par des ouvriers de Tophane et n'eut qu'une année d'existence avant d'être liquidée par le gouvernement.

A partir de 1908, avec la proclamation de la seconde monarchie, les grèves se multiplièrent, surtout dans les transports ferroviaires et maritimes. Partant d'Istanbul et d'Izmir, celles-ci s'étaient répandues à l'Anatolie et aux Balkans, dans les secteurs du tabac, de l'alimentation, du charbon et des mines. Le pouvoir recula pour la première fois et un certain nombre de droits furent accordés

aux ouvriers. Peu après, une loi interdit de nouveau les grèves et les organisations ouvrières.

L'avènement du Kemalisme

La révolution russe de 1917 eut des répercussions en Turquie après le retour, entre autres, des prisonniers de guerre revenus d'Union soviétique. C'est durant ces années que se créa l'Association socialiste, ainsi que l'Association socialiste des ouvriers de Turquie qui allait devenir la plus importante du pays à l'époque de la libération de celui-ci en 1923 (1).

Dans la constitution de 1924, la Turquie ne reconnaît ni le droit de grève ni le droit d'association pour les ouvriers. En 1925, toutes les organisations ouvrières et communistes sont dissoutes par Mustafa Kemal (2).

En juin 1936, le gouvernement turc adopte une législation du travail empruntée à l'Italie fasciste. Deux autres dispositions légales sont importées d'Italie dans le but de « protéger la sécurité et l'existence de l'Etat face aux activités subversives comme le communisme et

l'anarchisme ». L'employeur est de plus autorisé à faire travailler ses ouvriers 13 heures par jour. Dès 1930, M. Kemal était appelé « chef éternel ». Le système à parti unique, son interpénétration dans l'Etat était complète. Le gouvernement turc entretenait d'étroites relations avec l'Italie et l'Allemagne.

L'Oncle Sam débarque

C'est juste après la Seconde Guerre mondiale que l'impérialisme américain prend son essor en Turquie. Depuis lors, la Maison Blanche suit de près l'évolution politique de celui-ci. En 1952, sur les conseils de la C.I.A., le syndicat « Turk Is » fut créé. Etant le seul autorisé, son rôle était de museler toutes les revendications ouvrières et de mener sa propagande anti-communiste. Naturellement ce syndicat n'a jamais formulé aucune revendication pour l'obtention de conventions collectives, du droit de grève...

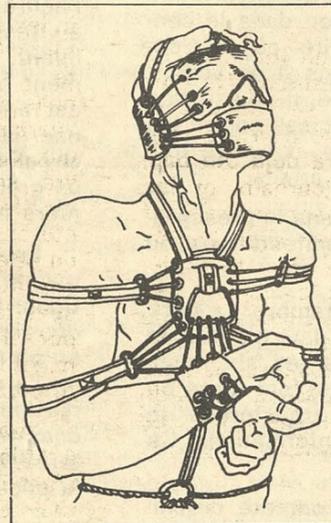
Le coup d'Etat de 1960 fut le point de départ de nombreuses actions illégales du prolétariat pour l'obtention de droits sociaux. Sous la pression du mouvement populaire, la constitution de 1963 accorda le droit de grève et de conventions collectives. Mais elle reconnut, en même temps, le droit de lock-out au patronat.

Dans la fin des années 60, face à l'avancée des mouvements populaires, le parti fasciste Turkes entre en action. Des milices armées, sous la protection de la police, occupèrent des facultés, assassinèrent les opposants. Certaines branches de la Turk Is s'en séparèrent et créèrent la Disk, à tendance progressiste. Pour contrecarrer l'essor de ce nouveau syndicat et sa popularité croissante, le parlement tenta de modifier la législation du travail par un projet dans lequel il était impossible de reconnaître officiellement le syndicat naissant.

Pour faire face à cette provocation, la classe ouvrière se leva en masse. Le 15 juin 1970, à Izmit, Sakarya et Istanbul, 70.000 ouvriers arrêterent la production. Dans cette dernière ville, des émeutes eurent lieu et l'Etat de siège fut proclamé. Vu la situation, le gouvernement prit la décision de retirer son projet. Ce soulèvement qui dura 2 jours peut-être considéré comme la plus grande action ouvrière purement spontanée. Même le président de la Disk, Kemal Turkler, fit un appel à la radio afin que les ouvriers mettent fin à leur action.

Le 12 mars 1971, un coup d'Etat survint et supprima les droits des travailleurs ; les grèves furent réprimées

par la force. Le gouvernement créa des unités de contre-guérilla qui opérèrent entre autres au Kurdistan afin de terroriser et de ratisser les villages. Fin 1974, avec le retour à la démocratie, la classe ouvrière se relança dans des actions, d'abord purement économiques puis politiques. C'est ainsi que les tribunaux de sûreté de l'Etat, prolongation pure et simple de l'Etat de siège, furent supprimés. En 1975 et 1976, les défilés du 1^{er} Mai devenaient des démonstrations de force. En septembre, d'importants mouvements de grève ébranlèrent le pays. A cette époque, le chef du gouvernement déclara : « les terroristes fascistes sont d'honnêtes citoyens qui aident les forces de l'ordre dans la lutte anti-subversive ». D'ailleurs, le parti fasciste P.M.N. possédait des camps d'entraînements dans plusieurs grandes villes du pays.



Le meeting du 1^{er} mai 1977 fut attaqué par l'armée, s'en suivit la mort de 35 personnes, plusieurs centaines voire des milliers de blessés et d'arrestations. A partir de cette année, la violence terroriste s'intensifia, suscitée par les factions d'extrême droite.

Le coup d'état du 12 septembre 1980

Dans les années 70, la Turquie s'enfonçait dans la crise : les salaires étaient maintenus au plus bas, les licenciements se multipliaient. Dans ce climat de crise économique, les négociations des conventions collectives se soldèrent par un échec. Les années 1980 et 1981 étaient l'échéance pour leur renouvellement. Avec un taux d'inflation de plus de 100 %, le prolétariat revendiquait une hausse de salaire en accord avec leur perte de pouvoir d'achat. Les mesures économiques de janvier 1980, sous la pression du F.M.I. empêchaient de tels relèvements de salaire. Les négociations n'aboutissaient pas. En début d'année, l'occupation de l'usine Taris d'Izmir se transforma en émeute à l'arrivée de l'armée. En juillet,

il y eut des incidents à Corum. A Fatsa, la police réprima une tentative de gestion de la ville par des comités populaires. En septembre, 50.000 ouvriers étaient en grève, 100.000 autres s'y préparaient, quand survint le coup d'Etat avec la bénédiction des Etats-Unis.

Dès le coup d'Etat réusit, toutes les libertés furent suspendues. Près de 150.000 travailleurs furent arrêtés, la cinquantaine de groupes et organisations réformistes ou révolutionnaires furent dissoutes et leur militants pourchassés. Les 52 dirigeants de la Disk furent inculpés selon les articles 141 et 142 du code pénal qui punit de peine de mort quiconque tente d'instaurer « la domination d'une classe sur une autre ». Des postes de police furent installés dans les usines. Pour tout désaccord, l'employé était gardé à vue, torturé et licencié. Les négociations des conventions collectives étaient attribuées à la « Haute Autorité ». Les acquis de la classe ouvrière furent supprimés les uns après les autres : les indemnités de chômage furent supprimées, le nombre de jours de travail exigés avant la retraite passa de 5.000 à 7.500 jours de travail.

Le syndicat Turk Is n'a jamais été interdit par le pouvoir. Depuis le coup d'Etat, il a toujours cautionné les attaques contre la classe ouvrière. L'autre syndicat, le Misk, a été légalisé de nouveau en 1984.

Lorsque la constitution de 1984 fut approuvée, les personnes impliquées dans un procès politique ne purent plus former de syndicats, de plus l'Etat exerça dorénavant sa tutelle sur les syndicats légaux. Si le droit de grève n'est pas interdit, des restrictions rendent son utilisation très difficile, dans le cadre légal. La loi relative à l'Etat d'urgence précise que les travailleurs doivent effectuer des heures supplémentaires bénévolement dans les entreprises désignées par le gouvernement, en cas d'Etat d'urgence.

Bafouée quotidiennement, la classe ouvrière turque est muselée. L'armée a toujours joué le rôle qui lui revenait : garde-fou des intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme américain. Elle est intervenue chaque fois que le pouvoir de la classe dominante se trouvait quelque peu ébranlé.

Jean-Claude
Groupe Kropotkine

LES BARBARES NE SONT PLUS AUX PORTES ! ILS SONT DANS LES CITÉS

Ils sont bien gentils, les journaux ! Les papiers qui ont rendu compte des émeutes de Birmingham et, plus tard, les analyses, n'abordent que les éléments accouchant de sources officielles, dignes de déclarations d'autorités compétentes pour qualifier ces incidents et en trouver les raisons.

Qu'est-ce à dire ? Quand verra-t-on un gouvernement et la presse qui transpire pour lui, reconnaissent que ces éruptions de violence n'ont pas pour origine de quelconques tensions raciales ? Que cela soit à Brixton, Toxteth, en 1981, comme à HandsWorth, la semaine dernière, le racisme (mais peut-on utiliser ce mot ?) que nourrissent les communautés les unes à l'égard des autres, n'y est pour rien.

L'éditorial de Dupuy (1) tient, c'est honnête de le reconnaître, la route et ce n'est pas une mince affaire. Qu'en est-il vraiment ? Sinon que surgissent, épisodiquement, des flambées de haine (les antagonismes de classes existent encore !), réactions d'une partie de la classe des exploités, les « barbares », et qui n'ont plus rien à voir avec la couche prolétarisée à la peau pâle du début du siècle. Celle qui effrayait les bourgeois. Qui n'ont plus rien à voir car le taux de chômage qui traîne dans ces zones en font des sous-prolétaires, boucs émissaires en sus, de la rancœur des classes moyennes anglaises, descendues brutalement de leurs espoirs de promotion sociale, laminées par la crise et accueillant favorablement les discours nationalistes et xénophobes.

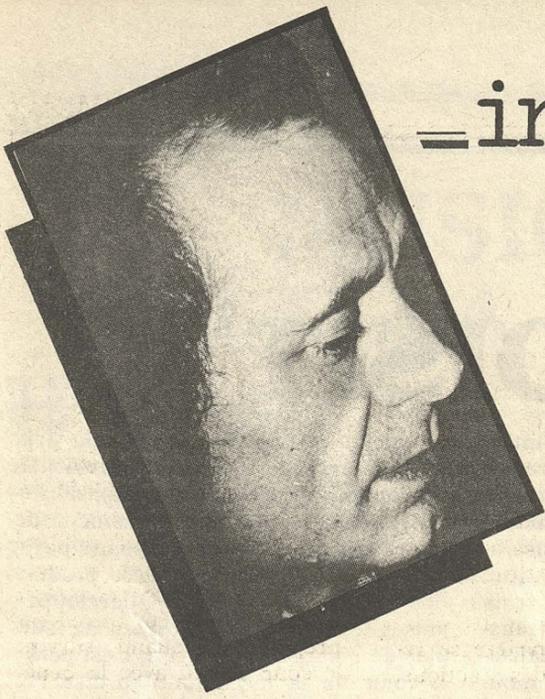
Las d'être exclus d'une société qui réprime à coups de matraques, ces révoltés posent un défi dont on souhaite à Thatcher qu'elle ne s'en relève pas. Les cités d'urgence des Minguettes, de Marseille (témoin d'une flambée de violence, il y a peu), des « 4000 » à La Courneuve, n'échapperont pas à ce phénomène. Bien que contrôlés, encadrés par les travailleurs sociaux et les curés associés aux flics, les jeunes immigrés, avec leur horizon bouché vont, prenons date, jouer aux classes dangereuses. Avec tout ce que cela implique (les journaux raffolent de ces termes) de spontanéité, d'imprévisible, de violence.

Hervé

(1) « Libération », du 11 septembre.

(1) La guerre d'indépendance était appuyée par des notables. C'est cette bourgeoisie naissante qui s'empara des rênes du pouvoir dès 1923.

(2) Lénine fournit au mouvement kemaliste une aide importante lors de sa guerre de libération, malgré l'assassinat du secrétaire du P.C. et de ses camarades.



APRÈS 16 ANNÉES DE PROCÈS PIETRO VALPREDÀ, EST ACQUITTÉ... LES FASCISTES AUSSI !

Le 1^{er} août s'est terminé, au tribunal de Bari, le procès de l'attentat de la Piazza Fontana, survenu à Milan, le 12 décembre 1969. Tous les principaux inculpés, parmi lesquels l'anarchiste Pietro Valpreda et les fascistes Franco Freda et Giovanni Ventura, ont été acquittés « pour insuffisance de preuves ». Le procès le plus long, le plus tumultueux et le plus complexe de tous les procès politiques de l'histoire italienne n'est peut-être pas encore fini. Mais procédons par ordre et essayons de retracer, au moins dans ses grandes lignes, les différentes phases de cette histoire politico - judiciaire.

L'ATTENTAT

Le 12 décembre 1969, tandis qu'approche l'heure de fermeture du soir, une explosion dévastée le siège de la Banque de l'Agriculture dans le centre de Milan : 16 morts, une centaine de blessés. C'est le premier attentat de cette importance et de ce type dans l'histoire de l'Italie contemporaine.

Le climat politique et social en Italie, en ce mois de décembre 1969, est déjà surchauffé : les luttes étudiantes, nées en 1968, se poursuivent et de vastes secteurs de la classe ouvrière sont encore en lutte (l'automne 1969 a déjà été baptisé « l'automne chaud »). Les journaux et les forces politiques modérés et conservateurs vont répétant qu'il est temps d'en finir avec l'agitation, invoquant « la loi et l'ordre ». Pour le 14 décembre est prévue une grève nationale des métallurgistes (la catégorie la plus combattive de toute la classe ouvrière) ; le gouvernement veille. Mais le 12 décembre la bombe explose et d'autres charges sont désamorçées à Milan (près de la Banque Commerciale) et à Rome (près de l'Autel de la Patrie). Le choc dans le pays est immense.

LES ANARCHISTES

Juste après l'attentat, la Préfecture de Police de Milan en attribue la responsabilité aux « extrémistes de gauche », spécifiant qu'elle oriente surtout ses recherches vers les milieux anarchistes. Au milieu de la nuit de ce vendredi 12 décembre 1969, dans les locaux de la Police de Milan se retrouvent, gardés par la police, plus d'une centaine d'anarchistes (de jeunes militants, d'anciens combattants anti-fascistes, des collaborateurs de presse, des personnes qui depuis des années ne fréquentent plus le mouvement, etc...) ; la majorité est relâchée après plusieurs heures, mais quelques-uns restent détenus : parmi eux, Giuseppe Pinelli, 40 ans, ouvrier de chemins de fer, anarchiste depuis sa jeunesse (quand il avait participé, tout jeune, à la résistance contre le fascisme).

Pinelli est très connu, et pas seulement à la Préfecture de Police, pour son intense activité anarchiste : il est, entre autres, un des militants du Cercle anarchiste « Porte della Ghisolfa » (créé à Milan, le 1^{er} mai 1968) et de la « Croix Noire Anarchiste » (Pinelli s'y occupe de porter les colis aux camarades détenus).

Pinelli a été appréhendé le vendredi soir, près de Cercle anarchiste de la rue Scaldasole ; les policiers lui ont dit qu'il s'agissait « d'une simple formalité » et ils l'ont suivi en voiture, tandis qu'il se rendait, avec sa moto, à la Préfecture de Police. Pinelli en est sorti trois jours après, en « volant » par la fenêtre du 4^e étage du bureau du commissaire Calabresi. La police fournit immédiatement des versions tellement contradictoires et inyraisemblables de son « suicide » que toute l'opinion publique démocratique commença aussitôt à parler d'assassinat.

Pendant ce temps, le lundi 15, la police arrête Pietro Valpreda, anarchiste, danseur de pro-

fession. « C'est lui, le monstre » écrivent les journaux, « la bête qui a fait pleurer ». Tous les mass-médias se répandent en articles sur l'histoire du mouvement anarchiste, présenté comme une secte de fous, de terroristes ou aspirants tels. Alors commence une campagne de presse contre les anarchistes, d'une ampleur exceptionnelle. L'objectif principal est bien de « démontrer » que Valpreda, le « suicidé » Pinelli et leurs camarades étaient les exécutants logiques de cet attentat aussi horrible. Il y avait également la volonté de frapper ce mouvement qui, surtout après le renouveau qu'il a connu à partir du mai français, non seulement était partie prenante du mouvement de contestation plus générale de cette année-là, mais était aussi un peu le symbole des tensions libertaires et anti-autoritaires.

CONTRE LA REPRESSION

Dans les jours qui suivaient immédiatement l'arrestation de Valpreda et le meurtre de Pinelli, les anarchistes milanais convoquèrent une conférence de presse au siège du Cercle anarchiste, « Ponte della Ghisolfa » : de nombreux journalistes sont présents. La thèse soutenue par les anarchistes peut se résumer en trois slogans qui, dans les mois et les années qui vont suivre, seront répétés, sur les murs et dans les manifestations : Valpreda est innocent, Pinelli a été assassiné, l'attentat de la Piazza Fontana est un attentat de l'Etat. Malgré cela, on ne se limite pas à rejeter sur les fascistes la responsabilité spécifique de l'attentat, mais on soulignait la responsabilité du Pouvoir dans l'utilisation de la criminalité fasciste. Le lendemain les journaux qualifieront cette thèse de « délirante ».

Aux funérailles de Pinelli qui se déroulèrent à Milan, le samedi 20 décembre, une centaine d'anarchistes y participèrent, ainsi que plus de policiers (au moins 300) que de militants des autres forces de gauche.

Au cours des semaines suivantes commence une campagne contre la répression, en faveur des anarchistes emprisonnés, qui s'élargit progressivement des anarchistes aux autres forces de gauche. Au fil des mois, face au comportement manifestement injuste, répressif et persécuteur de l'Etat, ce « front » composite anti-répression s'élargit. La campagne de dénonciation et de contre-information gagne toutes les villes d'Italie, l'entraînement de masse est énorme.

Les différents procès pour le « cas Pinelli » mettent à nu sur la nature criminelle de pouvoir et l'inexistence de « l'indépendance » de la magistrature à l'égard du pouvoir politique. L'innocence de Pinelli apparaît nettement, à l'image de sa personnalité de personne cohérente, active, sérieuse. Pinelli devient un véritable boomerang pour le pouvoir.

L'EMPRISONNEMENT DE VALPREDÀ

Mais pendant ce temps, Valpreda et d'autres jeunes anarchistes de son groupe restent incarcérés. Cette détention est considérée comme inacceptable, par une partie de plus en plus importante de l'opinion publique, impressionnée par les nouvelles qui transpirent des enquêtes de la magistrature : en particulier, ce qui accuse Valpreda, c'est surtout le témoignage d'un taxi milanais, qu'on finira par retrouver mort, qui affirme avoir transporté Valpreda sur un trajet de 200 mètres, ce qui est absurde. Ensuite, il a reconnu Valpreda d'après un portrait-robot, etc., etc. : une injustice après l'autre.

Enfin, en 1972, le « Corriere della Sera », le principal quotidien italien, se « rallie » à la campagne pour la libération de Valpreda. Mais l'anarchiste ne peut libéré, car le fait très grave dont

il était accusé (attentat) interdit le bénéfice de la liberté provisoire. La pression de l'opinion publique est telle que le Parlement finit par approuver une loi (dite « loi Valpreda »), faite exprès pour permettre la libération de l'anarchiste (et de ceux qui, éventuellement, se trouvaient dans la même situation judiciaire. En janvier 1983, Valpreda est libéré : pour la campagne anti-répression, commencée le 17 décembre 1969 par les anarchistes, avec cette conférence de presse, c'est sans nul doute une victoire.

LE PROCES

Il vaudrait mieux écrire « les procès », du fait que le procès commence à Milan, est transféré d'autorité à Rome, qui conclut par une sentence d'acquiescement général pour insuffisance de preuves. Puis le procès en appel se déroule à Catanzaro, dans l'extrême-sud de l'Italie et il se conclut sur un nouvel acquiescement pour insuffisance de preuve, pour Valpreda et la condamnation à la prison des fascistes. Mais la Cour de cassation (dont le siège est à Rome) annule la sentence de Catanzaro et ordonne que le procès reprenne à Bari. Et, cette dernière phase s'est conclue le 1^{er} août 1985, avec un nouvel acquiescement général, pour « insuffisance de preuves ».

L'important dans ce processus n'est pas tant la sentence que le déroulement. Au cours de la centaine d'audiences a été mise en lumière, dans toute la pâle mesquinerie et dans toute sa violence, la véritable essence du Pouvoir, les louches manœuvres des services secrets, les couvertures et la responsabilité des partis politiques, etc... Ministres, généraux, politiciens ont été appelés à témoigner : à leur tour, ils ont été inculpés et jugés.

Sur le plan judiciaire, près de seize années après l'attentat de la Piazza Fontana (que désormais tout le monde en Italie définit comme « l'attentat d'Etat »), on n'a pas encore établi les responsabilités précises, aussi bien des exécutants que des mandataires, mais il est clair que la responsabilité de l'Etat ressort dans toute son ampleur.

Les événements des années 70 en Italie, avec l'apparition du phénomène de la lutte armée (monopolisée par les Brigades Rouges, qui sont clairement stalinienne) et de la riposte répressive de l'Etat qui s'en est ensuivi, ont provoqué de profondes transformations politico - sociales. Cependant, l'attentat de la Piazza Fontana et l'assassinat de Pinelli sont restés profondément ancrés dans la sensibilité, dans le cœur et dans la mémoire des gens plus que n'importe quel autre épisode (y compris le fameux rapt et assassinat du Président du Conseil des ministres, Aldo Moro, par les Brigades Rouges). Et les anarchistes, qui devaient être les victimes de cette manœuvre politique, ont su déjouer cette manœuvre du Pouvoir et entamer une campagne de contre-information et de dénonciation du Pouvoir qui de victimes les a transformés en ennemis actifs de l'Etat et de ses injustices.

Et le « cas Pinelli », après l'assassinat de notre compagnon, s'est révélé, pour le Pouvoir, un peu comme le « cas Sacco et Vanzetti » pour la première moitié de ce siècle. Dans quelques décennies, comme il advient aujourd'hui pour les deux anarchistes italiens assassinés à Boston, le Pouvoir procédera à la « réhabilitation » de Pinelli. Cela ne nous intéresse pas : pour la population, malgré les verdicts répugnants comme celui de Bari (qui, comme tout le procès, assimile anarchiste et fasciste), il est clair depuis des années que Valpreda est innocent, que Pinelli a été assassiné, que l'attentat de la Piazza Fontana était un attentat d'Etat.

CRISE :

LE ROC FORD MOISIT

Ni conséquence des hausses pétrolières, ni résultant de la croissance du tiers-monde ou des charges des entreprises, la crise économique est, tout d'abord, un effondrement de notre mode de régulation, une asphyxie du fordisme.

Chaîne de consommation

Pourquoi revenir à Henri Ford ? Question simple dont la réponse est

deviennent de plus en plus capitalistiques, c'est-à-dire que chaque poste de travail oblige une immobilisation moyenne de capital de 39.650 F ; en 1973, de 74.880 F (chiffres exprimés en francs constants).

Les besoins financiers des entreprises augmentent donc à un rythme rapide : dans l'ensemble de l'économie marchande, entre 1967 et 1973, les investissements s'accroissent de 63 %,

Dernier mouvement : les coûts d'intermédiation montent en flèche. D'ores et déjà, pour de nombreux produits, le coût de fabrication représente moins de 20 % du prix payé par le consommateur final. Le reste est constitué par la publicité, le marketing, les frais généraux, les frais de gestion, de transport, d'emballage, de commercialisation, les taxes nationales. Triple mouvement donc, qui fragilise les entreprises, et réduit les marges de bénéfices

commerce par l'accroissement du prix de ses prestations, sur le secteur financier par la montée des taux d'intérêt, à la mesure d'un endettement de plus en plus lourd. Dans plusieurs pays, les frais de la réalisation de la production industrielle vont se développer plus vite que les possibilités de surplus de l'industrie. La crise, c'est cela : le cœur de la mécanique fordiste se trouve en quelque sorte étouffé par ses propres processus de régulation.

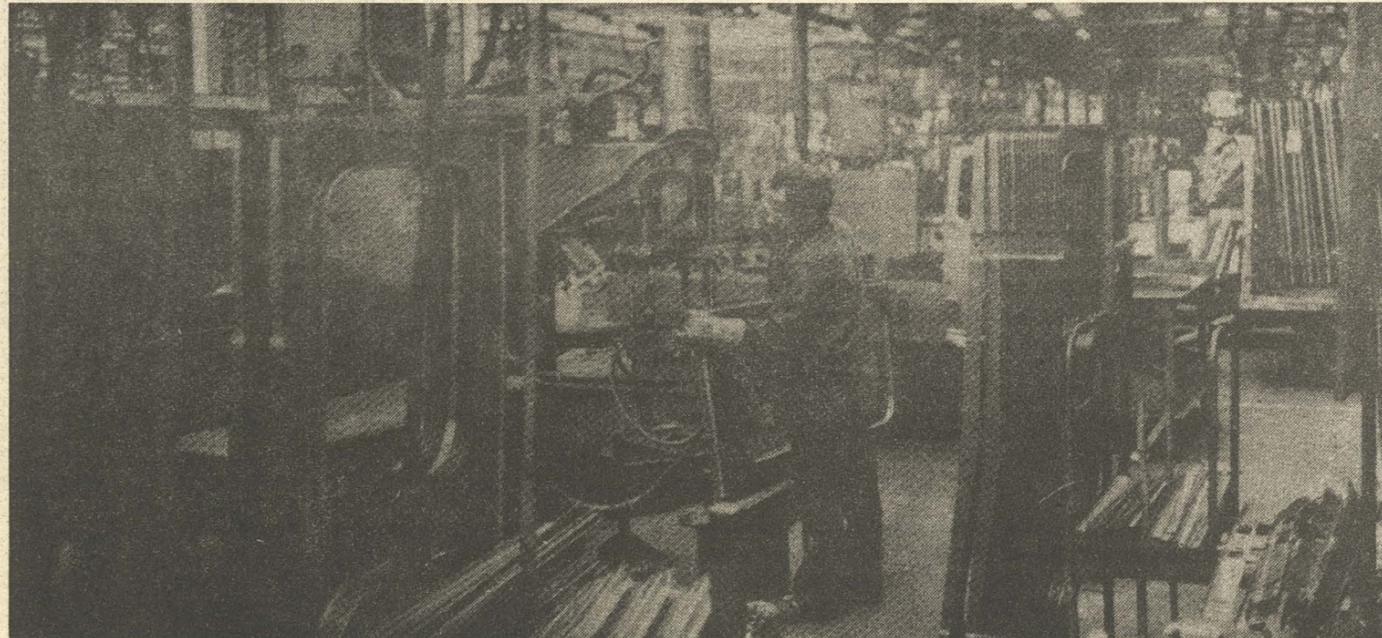
Etouffons le néo-fordisme

Nous ne vivons pas la fin d'un monde et encore moins la mort du capitalisme. Il ne faut pas prendre ses désirs pour des réalités. Le fordisme s'esouffle, voire s'étouffe, les entrepreneurs inventent, pour faire travailler davantage, les « cercles de qualité ». Partout, on restructure ; les millions de chômeurs américains ne se révoltent pas pour autant, les profits se rétablissent aux Etats-Unis. Le capitalisme ne s'écroule pas : turbulence n'est pas implosion.

En revanche, c'est contre un retour à un libéralisme à la fois pré-fordien et post-fordien qu'il convient de se mobiliser. Pré-fordisme que ces baisses déguisées de pouvoir d'achat auxquelles, sous prétexte d'austérité ou de rigueur (rigueur pour le monde du travail toujours et non pour celui du capital), nous devons faire face. Post-fordisme que l'augmentation sans cesse accrue des cadences de travail réclamée perpétuellement par le patronat (travail de nuit généralisé, cercles de qualité pour rentabiliser davantage la main-d'œuvre...). Post-fordisme, aussi, que cette atomisation sans cesse accrue du monde de travail qui le priverait de toute possibilité de penser ses intérêts communs (développement du travail « chez soi », par exemple).

En somme, ce condensé novateur de pré et post-fordisme est la réunion de tous les inconvénients d'avant-Ford et de l'inacceptable du mode de régulation que, depuis 50 ans, nous subissons. L'horizon, loin d'être rose, s'annonce, si le processus se met en place, aux couleurs sombres de la jungle libérale. Je ne sais si l'homme est un loup pour l'homme, mais une chose est sûre : le patron n'a jamais été un ange pour l'employé. Pour éviter l'intolérable qui se prépare et s'annonce, il n'est qu'une condition : l'opposition et la mobilisation des forces de travail. Y renoncer, c'est plus que jamais se condamner et accepter pire que Ford.

Willy Pelletier



simple : le capitalisme développé repose, depuis 50 ans, sur les principes du géant américain de l'automobile. Le fordisme est un mode de régulation performant et bipolaire. On permet la demande, on accélère la production. Ford, c'est, premièrement, une invention : la chaîne, un travail répétitif, parcellisé, qui poursuit le taylorisme vers toujours plus de productivité et toujours moins d'initiatives ouvrières (la méthode Taylor étant un transfert de l'organisation concrète du travail de l'atelier vers les bureaux). Ford poursuit Taylor. Il le dépasse aussi. Car si, côté face, le tapis roulant de la chaîne accélère la production et la productivité, côté pile, les hausses de salaires permettent une consommation populaire, une demande forte. Dans les années 30, Ford fait placarder, dans l'ensemble des Etats-Unis, des offres d'emplois promettant « five dollars a day » (5 dollars par jour), deux fois plus que partout ailleurs. Le fordisme, c'est aussi cette innovation d'un pouvoir d'achat qui augmente pour tous d'une meilleure couverture sociale (retraites, assurance-maladie et chômage). C'est premièrement, l'ensemble constitué par ce rapport salarial « new-look » et par la recherche systématique de gains de productivité. Un ensemble, sur lequel repose, durant un quart de siècle, l'extraordinaire progression de la productivité du travail dans les pays capitalistes développés : 5,5 % par an, soit une multiplication par quatre en 25 ans. Le système fonctionne jusqu'au milieu des années 60. Le financement des modifications incessantes dans les techniques de production s'opère sans problèmes. C'est le pseudo « temps béni » des profits et de la société de consommation. Tout a une fin, même le paradis des entrepreneurs. A partir de 1967 - 1970 — c'est-à-dire bien avant les chocs pétroliers — la mécanique s'enrhume, puis se « grippe ».

Ford s'étouffe

Un triple mouvement s'affirme. Tout d'abord, les techniques de production

tandis que la production ne s'accroît que de 41 %. Ennui pour le capitalisme : car si la production se développe moins vite que les investissements à financer, où trouver l'argent ?

On peut certes tenter de rogner sur les salaires ; mais après 1968, le patronat n'ose guère. La poursuite de la croissance de l'investissement repose ainsi, depuis 1965, sur une croissance de l'endettement des entreprises. Parallèlement à cet accroissement des besoins en capitaux, on constate un net ralentissement des gains de productivité, c'est-à-dire de l'efficacité du travail. En France, les gains annuels passent de 6,1 %, entre 1959 à 1964, à 4,8 %, entre 1964 et 1968. Aux Etats-Unis, ils passent de 3,6 %, entre 1961 et 1966, à 0,9 %, entre 1966 et 1970. Ce ralentissement montre « l'essoufflement » du fordisme.

On a beau accroître la quantité de capital, on a beau développer le travail posté, l'O.S. ne parvient plus à produire à une vitesse sans cesse accrue. La mécanique atteint là ses limites physiques, ou plus exactement sociales.

ces des entrepreneurs. Ils ne l'entendent pas de cette oreille : la crise part d'ici.

Michel Aglietta, dans « Régulation et crises du capitalisme », restitue clairement l'enchaînement. L'ensemble des capitalistes ne parviennent plus à maintenir leurs taux de profit, car les conditions de production deviennent défavorables (triple mouvement indiqué plus haut). Conséquence immédiate, pour restaurer les bénéfices, les entreprises développent une inflation par les coûts et tendent à éliminer des travailleurs.

Il a fallu absorber ailleurs ces travailleurs pour maintenir la progression de la demande sociale. Ceci a provoqué un gonflement important des budgets des Etats, de l'emploi public, des transferts sociaux. Il en résulte, et la crise c'est initialement ceci : une pression formidable sur l'industrie, prise entre la baisse de sa productivité et la hausse des frais qu'elle doit payer, sur l'Etat, au travers de la montée de la pression fiscale correspondant au gonflement des budgets sociaux, sur le



MUSIQUES POUR LA RENTRÉE

Histoire de vous mettre en forme pour la rentrée et de décoller le sable qui reste dans vos oreilles, suite à des séjours prolongés sur des plages plus ou moins polluées, je vous invite à découvrir quelques petites productions indépendantes, musicales et anarcho-punks qui valent le détour.

BEST OF O.M.G. »

« Mes parents en ont trop chié
Je ne veux pas leur ressembler
Je refuse de porter la banière
De leur connerie nationaliste ».

A tout seigneur, tout honneur. La cassette « Best of O.M.G. » comporte les meilleurs titres de ce groupe parus entre 82 et 84. O.M.G. est un groupe de Clermont-Ferrand (voir M.L. N° 573, qui édite également des cassettes, un fanzine...) qui fait une musique plutôt froide et industrielle, associant au synthétiseur, à la basse et à la voix, différents montages, morceaux d'interviews, bruitages... Dans les textes, il est question des nouveaux pauvres, du chômage, du travail à la chaîne, des flics... il y a également un morceau très dur et très beau à la fois qui traite de l'excision et qui ne peut pas laisser indifférent (1).

KARNAGE

(« Autorité Finale »)

Restons à Clermont-Ferrand où sévit également Karnage qui nous gratifia jadis d'un 45 T (« Total Terminus ») qui comportait, entre autres, un beau titre (« M. Durand, mort pour la France ») et une citation de Kropotkine sur la pochette, histoire de mettre les choses au point (1).

La musique est certes plus agressive que celle d'O.M.G. (qui produit la cassette « Autorité Finale »)

mais elle a évolué, et les textes de révoltes sont devenus moins grossiers : « être punk, c'est gueuler pour dire tout ce que l'on a sur le cœur et non pas avoir un look, frimer et vouloir pêter plus haut que les autres ». Leur cassette (10 titres) raconte un peu leur histoire, puisqu'elle rassemble des titres s'échelonnant de 1982 à 1985. « J'en ai marre de réfléchir, de veiller à tous mes dires, je voudrais gueuler franchement et pouvoir leur rentrer dedans (...) faut toujours s'auto-censurer, toujours laisser les profs parler, je veux toute ma liberté et voudrais en disposer... ».

HAINÉ BRIGADE

(« Vivre pas survivre »)

Mais comment font-ils ? Déjà qu'ils éditent un fanzine qui monte (« Kanaï ») et organisent des concerts, ils trouvent en plus le temps de faire de la musique. Au mois d'avril, sortait une cassette (deux titres), dont le premier morceau est tout un programme : « Vivre pas survivre ! », et, en plus, c'est du punk-rock tout à fait sympathique (2). Haine Brigade ne va pas s'arrêter en si bon chemin puisque prochainement ils éditent une cassette comportant six ou huit titres et qu'ils vont participer à différentes compilations dont celle de « Bondage Records » (label qui sort Bérurier Noir). Où s'arrêteront-ils ?

VERDUN

(« Bloc H »)

Verdun n'en est pas à ses premières armes. Après avoir participé à pas mal de compilations, après avoir auto-produit une cassette de cinq titres, que pour ma part je préfère, maintenant c'est la sortie d'un maxi 45 T, qui a au moins le mérite d'être diffusé partout (3).

Sous une pochette noire et rouge (et ce n'est pas un

hasard) comportant un appel à l'anarchie, Verdun, avec une musique très violente, à la limite du hardcore, consacre la longue face A du maxi 45 T au « Bloc H ». « En octobre 1980, le monde découvrait l'existence d'une véritable camp de concentration en Occident, à Long Kesh, Irlande-du-Nord. Plusieurs milliers de prisonniers politiques croussaient là (...), les camps de la mort n'ont rien à envier aux goulags soviétiques (...) ».

« De l'autre côté du Channel, Une femme Premier ministre Laisse crever les fils d'Irlande,

Monstre impitoyable sans vie

Qui règne avec la royauté. Vivant nus dans leurs déjections

Ils faisaient grève de la faim,

Naïfs devant la Dame de fer, Un par un assassinés! (...) ».

Et puis, si ça ne vous suffit pas vous pouvez toujours vous rabattre sur la compilation « P.E.A.C.E. » qui rassemble tout ce qui se fait d'anarcho-punk dans le monde (sauf la France!) et, bien sûr, le dernier Bérurier Noir (« Concerto pour détraqués »).

Ah oui, j'oubliais, avant de vous quitter, du côté des fanzines, le N° 2 d'« On a faim ! » est sorti (au sommaire : prison, armée, vivisection, graphismes, Verdun, Sleeping Dogs, etc., 10F + 5F de port) et le N° 6 de « Kanaï » devrait sortir ces jours-ci (même prix).

En bon entendeur, salut !
Jean-Pierre Levaray

(1) Cassettes KARNAGE et O.M.G. (40 F pièce + 5 F de port), à O.M.G., 23, rue Saint-Hérem, 63000 Clermont-Ferrand.

(2) Cassette Haine Brigade (15 F + 5 F de port), à Kanaï, c/o La Griphe, 5, rue Sébastien-Griphe, 69007 Lyon.

(3) Verdun, maxi 45 T (34 F + 6 F de port) à « On a Faim », 9, impasse des Pommiers, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray.

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 19 septembre :

« Enlivrez-vous » (15 h 30 à 17 h). Interview de Yves Laplace, auteur de « Mes chers enfants ».

Jazz en liberté (22 h à 2 h). Les pianistes de jazz. Invités : 2 auditeurs, Adam et Bruno.

• Vendredi 20 septembre :

Jouissance (12 h à 14 h). La femme au masculin.

Le palais de police (15 h 30 à 17 h). Nouvelle émission de Jean Lapeyrie.

L'invité quotidien (20 h à 22 h). La Ligue des droits de l'homme : « Immigré, de quel droit ? ».

• Samedi 21 septembre :

Le père peïnard (11 h à 12 h). Maurice Joyeux, Robert Guérin et Paul Chénard : nouvelles d'Allemagne.

Chroniques syndicales (12 h à 14 h). Une heure consacrée à l'Afrique du Sud, l'autre à l'actualité syndicale.

De bouche à orteils (15 h 30 à 17 h 30). Philippe Val (sans Patrick Font) et Anne Vanderlove.

• Dimanche 22 septembre

Folk à lier (12 h à 14 h). Spécial musique naturelle ou musique verte.

Trisomie 21 (20 h 30 à 22 h 30). Rock à l'est : « Dezerver ».

Grand Angle (16 h à 18 h). Nadar, avec J.-F. Bery.

• Lundi 23 septembre

Allo maman bobo (18 h 30 à 20 h 30). Tétanos et vaccinations.

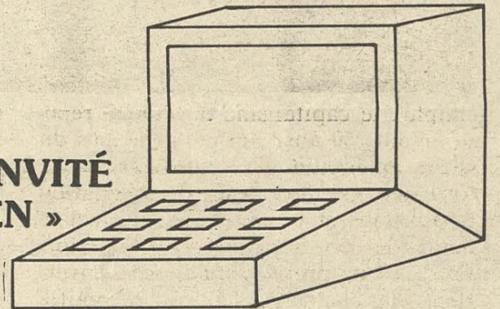
• Jeudi 26 septembre

Bleus en liberté (10 h à 12 h). Le bottle n' neck.

Enlivrez-vous (15 h 30 à 17 h 30). Invité : François Bon, auteur de « Limite », Ed. de Minuit.

Jazz en liberté (22 h à 2 h). Les vocalistes « free ». Invitée : la chanteuse Corine Colmant.

« L'INVITÉ QUOTIDIEN » EN « RADIO- VISION »



L'émission « L'Invité quotidien » renouvellera, le vendredi 27 septembre, de 20 h à 22 h, l'expérience « Radio-Vision ».

L'intérêt est de marier, pour un soir, le son de Radio-Libertaire avec des images reçues sur Minitel. Techniquement, c'est simple ! Il suffit de caler votre premier tuner sur 89,4 MHz.

Vous réglez ensuite un second tuner sur une autre fréquence (elle sera indiquée en début d'émission),

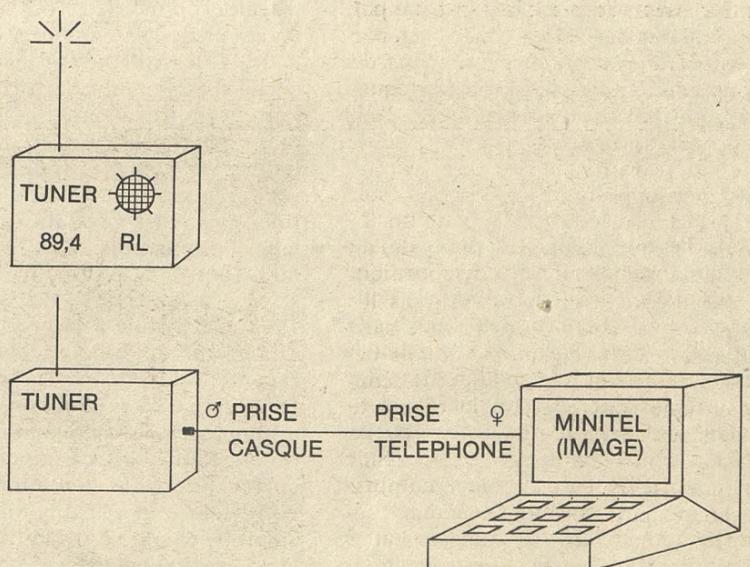
vous le reliez à un Minitel au moyen d'un câble « bricolable » : une extrémité munie d'un jack style casque, l'autre d'une prise femelle téléphone (voir schéma ci-joint). L'émission sera animée par Mao, de la « Gazette des nouveaux médias ».

Tous les auditeurs de R.-L. qui possèdent (ou peuvent emprunter, pour l'occasion) un Minitel, seront invités à participer à cette expérience.

Yves

Communiqué

GALA RADIO-LIBERTAIRE
LE 28 SEPTEMBRE 1985 A LA MUTUALITÉ
A PARTIR DE 14 HEURES
PROGRAMME (SOUS RÉSERVE) :
CLAUDE FERON, SACLORET,
TCHOUK TCHOUK NOUGÂH, GIL CERISAY,
MAURICE FANON, GILLES LANGOUREAU,
MARC OGERET, SAPHO...
VENEZ NOMBREUX
POUR SOUTENIR RADIO-LIBERTAIRE
ENTRÉE : 80 F, ET 70 F POUR LES PORTEURS
DE LA CARTE DE RADIO-LIBERTAIRE.



GAUCHE - DROITE BONNET BLANC ET BLANC BONNET

C'est la rentrée ! Le pouvoir a à peine frappé les trois coups et déjà ça grouille sous la verrière ! La proportionnelle, imposée par Mitterrand, a produit l'effet d'un coup de pied dans une fourmilière et affolé les politiciens de droite, comme de gauche qui font le tour des circonscriptions du pays avec, sur l'épaule, une hotte chargée de promesses électorales, ajustées au paysage social ou politique de la région qu'ils prospectent, offrant leur personne aux comitards, de façon à dégouter sur les listes une place qui leur permette d'être reconduits. C'est réjouissant de voir les petits politiciens locaux défendre bec et ongles leur siège que guignent les gros bras parachutés de Paris. C'est ça, le parlementarisme ! De la merde !

Eh oui, six mois encore avant la grande vidange des élus de 1981 et c'est déjà reparti... Mon Kiki ! Et partout on sonde... On sonde ! Les médias s'en donnent à cœur joie, machin gagne un point... truc en perd deux ! On sonde... non pas la connerie humaine, elle est incommensurable, mais les chances pour telle ou telle classe politique ou tel ou tel politicard de gros calibre de conserver sa mangeoire. Et le tout dans un fumet nauséabond qui rappelle la Troisième République.

Vous êtes indigné ? Mais non, riez de ces arsouilles ! Et puis que voulez-vous qu'ils fassent d'autre ? Ils n'ont plus aucune prise sur l'évolution économique du pays qui dépend de l'évolution économique du monde, sinon de promettre, au cours de leurs bavardages électorales, quelques broutilles pour les uns, quelques sinécures pour les autres. Du classique, quoi ? Promesses qui, même si elles sont tenues, seront rapidement remises en question par l'évolution irréversible imposée par les mutations d'une économie mondiale à la recherche d'assises nouvelles, ce qui bouleverse les rapports établis entre les Etats au cours de ce siècle. Ceux-ci ne sont plus libres de leur politique économique, assujettis à une des deux grandes puissances qui dominent le monde, mais plus encore par le glissement de la capacité industrielle vers des pays autrefois sous-développés et qui ont appris à utiliser leurs richesses naturelles et d'importateurs sont devenus exportateurs, bouleversant profondément les rapports économiques mondiaux. Et lorsqu'on sent cette mutation silencieuse et profonde qui se produit entre les économies, on ne peut que trouver ridicules ces gesticulations des polichinelles qui s'offrent à nos suffrages en brandissant leur remède dérisoires contre le pourrissement d'un système économique le dos au mur, qui a accompli son cycle et épuisé toutes ses ressources pour surmonter sa crise.

Médiocrité ambiante

Mais ce qui frappe le plus, en dehors de la médiocrité des discours que les « chefs et les cheffailons » nous tiennent, c'est le creux des propositions qu'ils nous font. Parmi eux, Monsieur Barre ! Barre, l'oracle de la petite bourgeoisie chiasseuse, Barre, le Monsieur Homais des temps modernes. Barre, un filou qui, comme son compère de l'autre bord, Rocard, a bien compris que le meilleur moyen de grimper au cocotier, consistait à se glisser entre les mailles des partis qui rabachent des formules usées jusqu'à la corde d'avoir trop servi, pour apparaître

comme un novateur... un homme providentiel ! Barre a la figure de l'emploi, vaniteux le bougre, insupportable à ses partenaires, un produit bien de chez nous qui me fait parfois penser à ces bourgeois du siècle dernier dont Monsieur Thiers était le prototype et qui firent massacrer les ouvriers après la Commune. Barre, politicard roublard, connaît bien les vertus de sa position au centre de l'échiquier politique... les autres aussi d'ailleurs... mais les autres sont victimes de leur personnage. Bien sûr, leur étiquette, socialiste ou libérale, ne veut plus rien dire et recouvre la même cuisine économique. Bien sûr, pour marquer la différence, pour durer, pour résister à l'orage ils se proclament « socialiste moderne », comme Fabius, ou « libéral social », comme Chirac. Cependant,



Il y a quatre ans

ils font la même politique, et demain ils feront la même politique, car dans le cadre du système capitaliste, auquel ils ne veulent rien toucher, il n'en existe pas d'autres ! Et ces étiquettes folkloriques qu'on ressort la veille des élections ne trompent plus que les imbéciles.

Pourtant, ils n'avancent encore que sur la pointe des pieds ! Dame l'héritage n'est pas brillant... Des branches industrielles s'effondrent, le bâtiment, la sidérurgie, la construction maritime, d'autres battent de l'aile. Malgré de savantes manipulations, le chômage augmente, la balance commerciale est déficitaire, et si les prix sont contenus les salaires régressent. Il est vrai que le « génial » Monsieur Barre a sa solution toute prête, il faut travailler plus, nous dit-il ! En vérité, en attendant de travailler plus, deux millions et demi de chômeurs se contenteraient simplement de travailler ! Cet incorrigible imbécile n'est pas à une formule près. Il faut produire, ajoute-t-il. Parbleu produire plus pour qui ? Tous les Etats industriels veulent produire plus, pour vendre aux autres Etats dont l'ambition consiste à produire d'abord pour leurs besoins puis, ensuite, exporter ce qu'il font déjà avec bonheur !

Ah, cet hymne à la production, tarte à la crème de la bourgeoisie, a-t-on pu raconter des conneries à son sujet. La course à la production, lorsqu'il n'y a plus assez de clients pour acheter les objets fabriqués, ça suppose une concurrence terrible, la diminution du prix de revient et d'abord la diminution des salaires, ce qui se traduit par une baisse du pouvoir d'achat et, par conséquence, par une aggravation de la crise économique pour tous les objets

usuels qui sont l'essentiel d'une économie et à partir desquels peuvent se fabriquer et s'écouler ceux qu'on exporte et qui réalisent des bénéfices !

En vérité, nos distingués économistes pratiquent la politique de l'autruche, priant leurs saints patrons idéologiques d'intervenir auprès de la Divinité pour qu'à défaut de la terre ils trouvent quelque part dans le ciel, une place à coloniser, des peuples à exploiter, afin que se renouvelle le miracle du siècle qui vit les nations colonialistes engraisser leurs classes dirigeantes des richesses et de la sueur des peuples colonisés, en déversant sur un monde encore engourdi, toute la bimbeloterie industrielle fabriquée dans des usines que le système Taylor avait transformées en baigne.

Ce processus d'évolution du système économique ne nous surprend pas. Je veux rappeler ce que nous écrivions, lorsque roulant les étiquettes, le gros Mauroy s'installait à l'Hôtel Matignon. Dans une interview au « Matin », j'expliquais que la gauche échouerait pour des raisons identiques à celle qui avaient fait échouer le Front populaire, en 1936, et qu'échoueraient toutes les tentatives de construire un espace socialiste en marge des remous que produit une économie capitaliste. C'était il y a quatre ans et, si je devais à nouveau donner mon opinion, je ne changerais pas un mot de ce que je disais alors ! Il ne fallait pas être grand clerc pour prévoir cet échec. Croire qu'il existe une solution dans le cadre du régime économique de la différence est stupide, car même si on rejette ce système, on doit bien constater que c'est un tout, rodé par des générations d'exploiteurs sans vergogne et qu'ils l'ont peaufiné au cours des ans. Il faut l'accepter tel qu'il est, ou le rejeter, et seuls les jobards peuvent croire un instant qu'il cessera d'être un régime de classe à la solde d'une classe dirigeante ! Il fera tout pour conserver ses privilèges ! Et les foules le rejeteront non seulement lorsqu'il sera usé par ses propres excès, mais parce que sa nature même le conduira, comme ce fut le cas pour d'autres qui l'ont précédé, vers la décadence, prélude à sa disparition, ce qui ne dispense pas aux militants révolutionnaires de donner le coup de pouce pour accélérer le processus !

Et, c'est à partir de ces constatations qu'on comprend que les luttes journa-

lières contre le système, quelque soit leur épaisseur, comme les motifs qui les déclenchent, sont saines. En dehors de régler des problèmes journaliers pour la bouffe, qui ne sont pas négligeables, elle minent le régime, déconstruisent ses partisans, et sème le grain qui lèvera plus tard ! Et ces luttes, seul le mouvement ouvrier, le vrai, celui qui n'est à la remorque ni d'un parti, ni d'un système, peut les impulser.

Compter sur les partis de gauche pour livrer ce combat serait une erreur. En 1981, la gauche avait dans les mains le pouvoir. Elle a capitulé devant le « mur d'argent ». Le parti socialiste est devenu un rouage, le poumon du système économique. Celui-ci lui fait essayer les plâtres, chaque fois que des réformes douloureuses s'avèrent nécessaires pour la survie de la société capitaliste. Alors, il devient l'alibi, le moyen pour faire accepter aux travailleurs « les sacrifices indispensables et naturellement provisoires » pour sauver le régime économique qui les exploite. Le parti communiste, lui, se remet mal de la saignée électorale qu'il a subie. Bicephale, il se dandine de Leroy en Marchais, en essayant de reprendre son second souffle. En constatant la cure d'amaigrissement qu'il avait subi, la bourgeoisie a poussé un soupir de soulagement. Qu'on y prenne garde ce qu'il a perdu c'est cette graisse électorale qui surcharge et étouffe les organismes qui se complaisent dans la facilité, mais le noyau tient bon, prêt lorsque les circonstances le lui permettront à nous vendre à nouveau un « socialisme qui rime avec le fascisme ». Pour les petits groupes marxistes qui grenouillent autour des deux grands partis de gauche, ils en ont tous les vices, sans avoir encore la force de nuire qui est la leur. Mais si nous n'y prenons garde, ça viendra !

Quel avenir ?

Je préparais ce texte lorsque, l'autre soir, à la télévision, Bergeron, le syndicaliste, Gattaz, le patron, et Bérégovoy, le ministre, discutaient de l'avenir économique du pays. Débat sérieux n'ayant rien de commun avec les palabres dominicaux, où les politiciens se jettent à la tête des vérités premières. Débat stérile, sans issue, enfermé dans un cadre étroit, rejetant les vrais problèmes !

Non, Messieurs, on ne réglera pas le problème du chômage, des investissements, des échanges, des rapports entre les hommes riches et les hommes pauvres, des nations riches et des nations pauvres, dans le cadre d'un système qui eut son heure de gloire à une époque où une poignée d'Etats imposaient leur loi et vivaient de l'exploitation des richesses du reste du monde, où une poignée de patrons vivaient de l'exploitation du reste de la population. Ces temps sont dépassés. L'aspiration, comme le génie des hommes, les projettent à l'extérieur de ce cercle tracé au siècle dernier pour enfermer les classes.

Oui, Messieurs, il faudra prendre le virage, si vous ne voulez pas que ce que vous représentez, l'Etat, le patronat, le syndicalisme, vole en éclats sur un de ces puissants coups de reins dont les hommes qui font l'histoire ont le secret.

Maurice Joyeux